

ACTUALITÉ

DES PROCÉDURES COLLECTIVES

CIVILES ET COMMERCIALES

Supplément au N° 20, 14 décembre 2016

BIMENSUEL - ISSN 1286-4552

Jocelyne VALLANSAN
Professeur

Pierre CAGNOLI
Maître de conférences

Laurence FIN-LANGER
Maître de conférences

Et le Centre de recherche
en droit privé de l'Université
de Caen

TABLES ANNUELLES 2016

Table des auteurs	<i>(page 1)</i>
Index alphabétique général	<i>(page 4)</i>
Table chronologique de jurisprudence	<i>(page 15)</i>
Table chronologique des textes	<i>(page 21)</i>

Récapitulatif par numéro

n° 1 - 18 janvier 2016.....	comm. 1 à 13
n° 2 - 1er février 2016.....	comm. 14 à 28
n° 3 - 15 février 2016.....	comm. 29 à 44
n° 4 - 4 mars 2016.....	comm. 45 à 58
n° 5 - 14 mars 2016.....	comm. 59 à 69
n° 6 - 1er avril 2016.....	comm. 70 à 81
n° 7 - 11 avril 2016.....	comm. 82 à 95
n° 8 - 2 mai 2016.....	comm. 96 à 113
n° 9 - 24 mai 2016.....	comm. 114 à 128
n° 10 - 6 juin 2016.....	comm. 129 à 141
n° 11 - 20 juin 2016.....	comm. 142 à 157
n° 12 - 4 juillet 2016.....	comm. 158 à 175
n° 13 - 27 juillet 2016.....	comm. 176 à 190
n° 14 - 19 septembre 2016.....	comm. 191 à 202
n° 15 - 3 octobre 2016.....	comm. 203 à 211
n° 16 - 17 octobre 2016.....	comm. 212 à 232
n° 17 - 2 novembre 2016.....	comm. 233 à 245
n° 18 - 17 novembre 2016.....	comm. 246 à 259
n° 19 - 1er décembre 2016.....	comm. 260 à 277
n° 20 - 14 décembre 2016.....	comm. 278 à 297

LexisNexis SA
141, rue de Javel - 75747 Paris Cedex 15
Tél. : 0 821 200 700
(0,112 € puis 0,09 €/min à partir d'un poste fixe)
www.lexisnexus.fr
SA au capital de 1 584 000 €
552 029 431 RCS Paris

Président-Directeur Général et
Directeur de la publication :
Philippe Carillon
Directeur éditorial :
Caroline Sordet

Rédacteur en chef :
Marie-France Bonneau
marie-france.bonneau@lexisnexus.fr
Secrétaire d'édition :
Isabelle Adam Sadki
isabelle.adam@lexisnexus.fr

ABONNEMENT ANNUEL 2015
France métropolitaine : 199,10 € TTC
Commission paritaire n° 0217180326
Evoluprint - Parc industriel Euronord,
10 rue du Parc, 31150 Bruguères -
Dépôt légal à parution
n° Impri. 5494 - n° Édité. 5497.

Nicolas BORGHA, agrégé des facultés de droit, professeur à l'Université Jean Moulin-Lyon 3

- Dépassement de l'office juridictionnel du juge-commissaire : charge de la saisine (*Juge-commissaire*)... **repère 233** (n° 17 – 2 nov.)

Pierre CAGNOLI, professeur à l'Université de Haute-Alsace

- Rétablissement professionnel : des conditions d'ouverture limitatives ? (*Rétablissement professionnel - Conditions d'ouverture*)... **alerte 3** (n° 1 – 18 janv.)
- La Cour de cassation confirme l'exclusivité du gage sur stocks (*Créanciers titulaires de sûretés - Gage sur stock*)... **alerte 7** (n° 1 – 18 janv.)
- Appel du plan de cession : pas d'intervention volontaire à titre principal du dirigeant, caution des dettes sociales (*Plan de cession*)... **alerte 43** (n° 3 – 15 févr.)
- L'arrêt des voies d'exécution entraîne la mainlevée des procédures de droits d'associés non achevées au jour du jugement d'ouverture (*Créances antérieures - Arrêt des procédures d'exécution*)... **alerte 48** (n° 4 – 4 mars)
- La clause qui fixe un terme au droit d'agir du créancier institue un délai de forclusion (*Cautionnement*)... **alerte 53** (n° 4 – 4 mars)
- Un nouveau droit des obligations, à droit pas totalement constant, entrera en vigueur le 1^{er} octobre 2016 (*Réforme du droit des contrats - Incidences*)... **alerte 60** (n° 5 – 14 mars)
- La reprise de la liquidation judiciaire, clôturée prématurément pour insuffisance d'actif, permet de poursuivre la vérification du passif... à condition de le faire régulièrement (*Liquidation - Clôture pour insuffisance d'actif - Reprise de la procédure*)... **alerte 89** (n° 7 – 11 avr.)
- Le créancier peut obtenir un titre exécutoire pour conserver la mesure conservatoire qu'il a prise à l'égard de la caution, avant même que cette créance soit exigible (*Caution - Plan de redressement*)... **alerte 91** (n° 7 – 11 avr.)
- De quelques difficultés concernant les saisies-attributions réalisées par un débiteur en procédure collective, en cas de régime d'assistance (*Gestion de l'entreprise - Assistance d'un administrateur*)... **alerte 148** (n° 11 – 20 juin)
- L'ordonnance du juge-commissaire, statuant sur les modalités de réalisation de l'actif immobilier, peut faire l'objet du recours de l'article R. 642-37-1 du Code de commerce par le créancier inscrit (*Voies de recours - Réalisation des actifs immobiliers*)... **alerte 155** (n° 11 – 20 juin)
- L'astreinte est un accessoire de la condamnation qu'elle assortit : conséquences en termes de compensation (*Créances antérieures - Compensation*)... **alerte 234** (n° 17 – 2 nov.)
- La substitution de garantie en période suspecte est par principe valable (*Nullités de la période suspecte*)... **alerte 240** (n° 17 – 2 nov.)
- La réforme des tribunaux de commerce est imminente ! (*Organisation judiciaire*)... **alerte 263** (n° 19 – 1^{er} déc.)
- Adapter le traitement des entreprises en difficulté (*Prévention et plans*)... **alerte 267** (n° 19 – 1^{er} déc.)
- La renonciation du débiteur aux contestations de créances qu'il a formulées ne peut être qu'expresse (*Recevabilité de l'appel - Admission des créances*)... **alerte 296** (n° 20 – 14 déc.)

Laurence CAMENSULI-FEULLARD, maître de conférences à l'université de Bretagne-Sud

- Prescription de l'action du créancier se prévalant de l'inopposabilité de la DNI (*Déclaration notariée d'insaisissabilité*)... **repère 203** (n° 15 – 3 oct.)

Agnès CERF-HOLLENDER, maître de conférences à l'université de Caen

- Interdiction de gérer : application aux procédures en cours de l'article 239 de la loi du 6 août 2015 (dite loi Macron), qui exige le caractère volontaire de l'omission de déclaration de la cessation des paiements dans les quarante-cinq jours (*Faillite personnelle, interdiction de gérer*)... **alerte 196** (n° 14 – 19 sept.)
- Cumul de la faillite personnelle prononcée par le juge civil ou commercial et par le juge pénal pour les mêmes faits : une constitutionnalité partielle... qui n'en est pas une ! (*Sanctions professionnelles*)... **alerte 277** (n° 19 – 1^{er} déc.)

Yves CHAPUT, professeur émérite de l'université Paris 1 (Panthéon-Sorbonne)

- Prévention, confidentialité et droit de la presse (*Confidentialité*)... **repère 14** (n° 2 – 1^{er} févr.)

Thibault DOUVILLE, maître de conférences, faculté de droit de l'université de Caen Normandie

- Plan de sauvegarde : date d'appréciation du retour à meilleure fortune en cas de cautionnement disproportionné (*Caution - Plan de sauvegarde*)... **alerte 90** (n° 7 – 11 avr.)
- Garantie à première demande : recours du donneur d'ordre contre le bénéficiaire (*Garantie à première demande*)... **alerte 167** (n° 12 – 4 juill.)

Laurence FIN-LANGER, professeur à l'université de Caen, Institut Demolombe, EA967

- Qui licencie les salariés en cas de plan de redressement par voie de cession entraînant la liquidation ? Am, stram, gram... (*Salariés*)... **alerte 35** (n° 3 – 15 févr.)
- Le jugement de liquidation judiciaire n'est pas un titre exécutoire (*Liquidation judiciaire*)... **alerte 38** (n° 3 – 15 févr.)
- Un nouveau droit des obligations, à droit pas totalement constant, entrera en vigueur le 1^{er} octobre 2016 (*Réforme du droit des contrats - Incidences*)... **alerte 60** (n° 5 – 14 mars)
- Les modalités de déclaration de la créance de récupération des aides illégales (*Déclaration de créance - Récupération des aides d'État*)... **alerte 75** (n° 6 – 1^{er} avr.)
- Quelle sanction pour l'omission dans une demande d'autorisation de licencier un salarié protégé de l'existence de l'un de ses mandats ? (*Salariés*)... **alerte 76** (n° 6 – 1^{er} avr.)
- Les créances salariales ne sont pas des créances alimentaires (*Créance salariale*)... **alerte 121** (n° 9 – 24 mai)
- Le contentieux de l'irrégularité de l'ordonnance du juge-commissaire autorisant le licenciement de salariés protégés relève du juge judiciaire (*Licenciement économique*)... **alerte 124** (n° 9 – 24 mai)
- L'agent commercial relève des procédures collectives et non du surendettement (*Surendettement*)... **alerte 178** (n° 13 – 27 juill.)
- Les créances de cotisations sociales échues avant le jugement d'ouverture ne sont plus exigibles pendant la période d'observation ! (*Interdiction des paiements*)... **alerte 184** (n° 13 – 27 juill.)
- Un arrêt important sur les conditions d'ouverture de la procédure de sauvegarde accélérée (*Conditions d'ouverture - Sauvegarde accélérée*)... **alerte 206** (n° 15 – 3 oct.)
- Attention aux clauses de prise en charge des droits acquis attachés aux contrats de travail transférés (*Plan de cession*)... **alerte 209** (n° 15 – 3 oct.)
- La confusion des patrimoines est caractérisée par l'existence de relations financières incompatibles avec des obligations contractuelles réciproques normales

(Confusion des patrimoines) **alerte 213** (n° 16 – 17 oct.)

Natalie FRICERO, professeur à l'université de Nice, directeur de l'Institut d'Études Judiciaires

• Article L. 650-1 du Code de commerce : questions de compétence (*Responsabilité du banquier*) **repère 212** (n° 16 – 17 oct.)

Laurence-Caroline HENRY, avocat général à la Cour de cassation en service extraordinaire

• Ordonnances du 2 juin 2016 : modification du paysage des professions réglementées (*Commissaire de justice*) **repère 176** (n° 13 – 27 juill.)

Laurence IDOT, professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris II), membre du collège de l'Autorité de la concurrence

• Les leçons de l'affaire Mory : quand la discipline des aides d'État rattrape le volontarisme politique (*Aides d'État incompatibles*) **repère 82** (n° 7 – 11 avr.)

Thierry LE BARS, professeur, Normandie-Université, UNICAEN, Institut Demolombe (EA 967)

• Le dessaisissement du débiteur par l'effet de sa mise en liquidation judiciaire n'emporte pas changement de capacité au sens de l'article 531 du Code de procédure civile (*Liquidation judiciaire - Dessaisissement - Délai d'appel*) **alerte 149** (n° 11 – 20 juin)

Stéphane LECLERC, Maître de conférences à l'Université de Caen-Normandie

• La Commission européenne précise les principaux concepts liés à la notion d'« aide d'État » mentionnée à l'article 107, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (*Aides d'État*) **alerte 239** (n° 17 – 2 nov.)

Véronique LEGRAND, maître de conférences HDR, université de Caen Normandie, Institut Demolombe

• La loi applicable au sort d'une saisie-attribution effectuée avant le jugement d'ouverture d'une procédure d'insolvabilité dans un autre État membre est la *lex fori concursus*, conformément à l'article 4, 2), m, du Règlement Insolvabilité 1346/2000 sauf à démontrer que les conditions de l'article 13 sont réunies (*Nullités de la période suspecte*) **alerte 79** (n° 6 – 1^{er} avr.)

• La procédure de surendettement n'est pas visée par le règlement (CE) n° 1346/2000 du Conseil du 29 mai 2000 relatif aux procédures d'insolvabilité (*Surendettement - Règlement insolvabilité*) **alerte 99** (n° 8 – 2 mai)

• Les dettes d'URSAFF du gérant de SARL sont des dettes professionnelles exclues des mesures d'effacement des procédures de rétablissement personnel (*Rétablissement personnel*) **alerte 204** (n° 15 – 3 oct.)

Jérôme LEPROVAUX, maître de conférences en droit privé - HDR, Institut Demolombe

• Vente d'un bien sous DNI pendant la liquidation judiciaire par un créancier non soumis (*Arrêt des poursuites*) **alerte 120** (n° 9 – 24 mai)

Corinne MASCALA, professeur à l'université Toulouse 1 Capitole, Centre de droit des affaires

• Violation d'une mesure de faillite personnelle : non-rétroactivité de la loi plus sévère (*Faillite personnelle*) **repère 70** (n° 6 – 1^{er} avr.)

Marie-Hélène MONSÉRIÉ-BON, professeur à l'université Toulouse 1 Capitole, Centre de droit des affaires

• Succession de procédures et période suspecte : mode d'emploi (*Nullité de la période suspecte*) **repère 142** (n° 11 – 20 juin)

Jean-Marc MOULIN, professeur de droit privé – Université de Perpignan Via Domitia – CDED

• La redoutable efficacité de la saisie-attribution du capital non libéré dans le contexte d'une procédure

collective (*Saisie-attribution*) **repère 158** (n° 12 – 4 juill.)

Jean-Christophe PAGNUCCO, professeur à l'université de Caen Normandie

• L'impossibilité pour un tiers de se prévaloir de l'irrégularité de désignation d'un dirigeant pour contester son pouvoir de déclarer ou de faire déclarer (*Créances antérieures - Déclaration*) **alerte 49** (n° 4 – 4 mars)

• L'indemnité conventionnelle de révocation du dirigeant social n'est pas une créance postérieure privilégiée au sens de l'article L. 622-17 du Code de commerce (*Créances postérieures*) **alerte 219** (n° 16 – 17 oct.)

Angie PEDEMONS, ATER en droit privé à l'université de Caen

• De la suprématie de l'effet réel sur l'autorité de la chose jugée, pour la vente d'un bien commun en liquidation judiciaire (*Liquidation judiciaire*) **alerte 65** (n° 5 – 14 mars)

• La rétroactivité attachée à l'inscription définitive d'une hypothèque judiciaire conservatoire tient toujours en échec la règle de l'interdiction des inscriptions (*Interdiction des inscriptions*) **alerte 136** (n° 10 – 6 juin)

Florent PETIT, maître de conférences à l'université de Caen Normandie, Institut Demolombe (EA 967)

• Un nouveau droit des obligations, à droit pas totalement constant, entrera en vigueur le 1^{er} octobre 2016 (*Réforme du droit des contrats - Incidences*) **alerte 60** (n° 5 – 14 mars)

• Qu'est-ce qu'une « procédure administrative d'établissement de l'impôt » au sens de l'article L. 622-24, alinéa 4, du Code de commerce ? (*Déclaration des créances fiscales - Délai*) **alerte 134** (n° 10 – 6 juin)

• Cautionnement par la filiale d'un groupe bancaire : de l'art de se ménager une reprise des poursuites (*Caution*) **alerte 194** (n° 14 – 19 sept.)

• Rémunération de l'administrateur judiciaire en cas d'arrêté de plan de cession (*Organes*) **alerte 195** (n° 14 – 19 sept.)

• Acte de disposition sans autorisation du juge-commissaire : des effets de la nullité de l'article L. 622-7 du Code de commerce (*Administration de l'entreprise*) **alerte 250** (n° 18 – 17 nov.)

• Compétence du tribunal de la procédure collective : la qualité de commerçant, un critère encore déterminant ? (*Compétence*) **alerte 255** (n° 18 – 17 nov.)

David ROBINE, professeur à l'université Paris Ouest Nanterre (CEDCACE, EA 3457)

• Plan de cession totale en redressement judiciaire : un « événement » qui bloque l'extension de la procédure (*Extension de procédure*) **repère 114** (n° 9 – 24 mai)

Blandine ROLLAND, maître de conférences à l'université Jean-Moulin (Lyon III) - HDR, équipe de droit privé EA 3707

• Pas de limitation des voies de recours en matière de relevé de forclusion (*Voies de recours*) **repère 29** (n° 3 – 15 févr.)

• Saisine du tribunal de commerce par requête du ministère public et conséquences procédurales (*Redressement judiciaire*) **repère 129** (n° 10 – 6 juin)

Marie-Noëlle ROUSPIDE-KATCHADOURIAN, maître de conférences à l'université de Caen Normandie

• Le coemploi au sein des groupes : un refolement confirmé (*Situation des salariés*) **alerte 22** (n° 2 – 1^{er} févr.)

• Droit d'alerte et demande d'explications sur la stratégie de la société mère (*Alerte - Comité d'entreprise*) **alerte 248** (n° 18 – 17 nov.)

Philippe ROUSSEL GALLE, professeur à l'université René Descartes, Paris V, Sorbonne Paris Cité, membre du CEDAG

• Ordonnances du 2 juin 2016 : modification du paysage des professions réglementées (*Commissaire de justice*) **repère 176** (n° 13 – 27 juill.)

Odile SALVAT, professeur de droit privé à l'université de Caen Normandie

- L'« arrêt » de la saisie immobilière par l'ouverture d'une procédure de sauvegarde (*Créanciers antérieurs - Arrêt des voies d'exécution*) **alerte 4** (n° 1 – 18 janv.)

Philippe SCHULTZ, maître de conférences à l'université de Haute-Alsace, Membre du CERDACC EA 3992

- Nouvelles précisions sur la cession forcée des parts d'un dirigeant dans un plan de redressement (*Plan de redressement*) **repère 59** (n° 5 – 14 mars)
- La contribution aux pertes sociales des associés en nom dans une liquidation judiciaire (*Liquidation judiciaire*) **repère 246** (n° 18 – 17 nov.)

Olivier STAES, maître de conférences à l'université de Toulouse I Capitole, membre du CDA

- Validité de l'assignation en conversion en liquidation et affectation des fonds de la distribution en cours (*Liquidation judiciaire*) **repère 1** (n° 1 – 18 janv.)
- Sanctions civiles des dirigeants et interruption de prescription (*Sanctions civiles*) **repère 45** (n° 4 – 4 mars)
- Défaut d'exequatur d'une procédure étrangère de liquidation et action en justice (*Faillite internationale*) **repère 191** (n° 14 – 19 sept.)
- Résolution du plan et liquidation : régularisation du défaut d'intimation du liquidateur (*Voies de recours*) **repère 278** (n° 20 – 14 déc.)

Julien THÉRON, maître de conférences à l'université de Toulouse I

- La clôture de la liquidation judiciaire, mesure d'administration judiciaire (*Liquidation judiciaire*) **repère 96** (n° 8 – 2 mai)

Mathieu THIBERGE, maître de conférences à l'université de Caen Normandie

- Le liquidateur est-il responsable du préjudice subi par le cocontractant du débiteur ? (*Responsabilité des mandataires*) **alerte 189** (n° 13 – 27 juill.)

Jocelyne VALLANSAN, professeur, conseiller à la Cour de cassation

- L'interversion de prescription liée à l'admission de la créance ne conduit pas à allonger le délai total de la

prescription contre la caution (*Admission des créances*) **alerte 19** (n° 2 – 1^{er} févr.)

- Opter pour la poursuite du contrat en cours ne vaut pas acquiescement à la demande de revendication (*Propriétaires de biens meubles*) **alerte 20** (n° 2 – 1^{er} févr.)

• Un nouveau droit des obligations, à droit pas totalement constant, entrera en vigueur le 1^{er} octobre 2016 (*Réforme du droit des contrats - Incidences*) **alerte 60** (n° 5 – 14 mars)

- La demande indemnitaire du dirigeant contre le banquier fautif suppose que soit démontré un préjudice personnel (*Responsabilité du banquier*) **alerte 67** (n° 5 – 14 mars)

• La chambre commerciale renouvelle sa protection à l'assuré social auquel la procédure collective interdit de payer ses cotisations (*Interdiction des paiements - Cotisations sociales*) **alerte 100** (n° 8 – 2 mai)

- Le juge-commissaire détient un pouvoir de réduction des clauses pénales contenues dans les prêts bancaires, mais seulement de celles-ci (*Créanciers antérieurs - Admission des créances*) **alerte 101** (n° 8 – 2 mai)

• Les caisses de sécurité sociale ne peuvent déclarer que les cotisations (*Admission des créances*) **alerte 165** (n° 12 – 4 juill.)

- Rappel : Le créancier qui interjette appel d'une décision de rejet doit intimer le mandataire judiciaire et le débiteur, sous peine d'irrecevabilité (*Appel*) **alerte 173** (n° 12 – 4 juill.)

• La désignation du technicien par le juge-commissaire peut intervenir à tout moment de la procédure (*Désignation d'un technicien*) **alerte 216** (n° 16 – 17 oct.)

- La revendication est possible lorsque le bien incorporé peut être dissocié sans dégradation (*Vendeur de biens meubles*) **alerte 289** (n° 20 – 14 déc.)

• Le mandataire judiciaire (ou liquidateur) doit être totalement associé à la procédure d'appel (*Procédure d'appel - Vérification des créances*) **alerte 297** (n° 20 – 14 déc.)

Denis VOINOT, professeur à l'université Lille 2, responsable du master Droit privé, parcours droit des contrats et du recouvrement des créances

- Droit de l'environnement et entreprises en difficulté : nouvelles précisions du Conseil d'État (*Installation classée*) **repère 260** (n° 19 – 1^{er} déc.)

A

ACCORD DE PRÉSERVATION OU DE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI..... alerte 205 (n° 15 – 3 oct.)

ACTE DE DISPOSITION

Absence d'autorisation du juge-commissaire
Nullité
Effets..... alerte 250 (n° 18 – 17 nov.)

ACTE DE GESTION COURANTE

Contrat de professionnalisation de dix-sept mois..... alerte 6 (n° 1 – 18 janv.)
Licenciement
Autorisation de l'administrateur... alerte 117 (n° 9 – 24 mai)

ACTION EN RELEVÉ DE FORCLUSION

Voies de recours
Taux du ressort..... repère 29 (n° 3 – 15 févr.)
..... alerte 44 (n° 3 – 15 févr.)

ACTION EN RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

Conditions de recevabilité
Action dirigée contre tous les associés cédants des parts sociales..... alerte 24 (n° 2 – 1^{er} févr.)
Motivation
Principe de proportionnalité..... alerte 243 (n° 17 – 2 nov.)

ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE

Désignation
Avis de l'AGS..... alerte 264 (n° 19 – 1^{er} déc.)
Mandat civil
Rémunération..... alerte 182 (n° 13 – 27 juill.)
Rémunération
Assiette
Plan de cession..... alerte 195 (n° 14 – 19 sept.)
Responsabilité
Contrat en cours
Absence de paiement des prestations..... alerte 105 (n° 8 – 2 mai)
Poursuite du contrat..... alerte 288 (n° 20 – 14 déc.)
Revendication
Absence d'inventaire..... alerte 245 (n° 17 – 2 nov.)

ADMINISTRATEURS ET MANDATAIRES JUDICIAIRES

Absence de faute
Revendication
Absence d'acquiescement..... alerte 104 (n° 8 – 2 mai)
Accès à la profession..... alerte 97 (n° 8 – 2 mai)
Exercice de la profession
Salarié..... alerte 97 (n° 8 – 2 mai)
Société
Pluriprofessionnalité..... alerte 183 (n° 13 – 27 juill.)
Sociétés pluri-professionnelles d'exercice..... alerte 98 (n° 8 – 2 mai)

ADMINISTRATION DE L'ENTREPRISE

Administrateur judiciaire
Mission d'assistance
Saisie attribution..... alerte 148 (n° 11 – 20 juin)

ADMISSION DES CRÉANCES

Appel d'un créancier
Nécessité d'intimer le débiteur dessaisi. alerte 173 (n° 12 – 4 juill.)
Contestation
Forclusion
Saisine du juge compétent..... repère 233 (n° 17 – 2 nov.)
..... alerte 236 (n° 17 – 2 nov.)
Renonciation tacite..... alerte 296 (n° 20 – 14 déc.)
Réponse des créanciers

Absence d'observations du débiteur..... alerte 296 (n° 20 – 14 déc.)
Représentation du débiteur et du mandataire judiciaire

Choix du même avocat..... alerte 102 (n° 8 – 2 mai)
Cotisations sociales
Prescription

Contrainte..... alerte 166 (n° 12 – 4 juill.)
Créance assortie des intérêts au taux légal
Arrêt du cours des intérêts..... alerte 164 (n° 12 – 4 juill.)

Intérêts
Intérêts de retard..... alerte 282 (n° 20 – 14 déc.)

Interversion de la prescription
Opposabilité à la caution..... alerte 19 (n° 2 – 1^{er} févr.)

Pourvoi en cassation
Qualité pour agir..... alerte 174 (n° 12 – 4 juill.)

Réclamation d'un tiers
Tiers détenteur d'un bien objet d'une sûreté
Tierce opposition..... alerte 103 (n° 8 – 2 mai)

AGS

Étendue de la garantie
Sauvegarde
Créances antérieures au jugement d'ouverture..... alerte 151 (n° 11 – 20 juin)

AIDE D'ÉTAT

Notion
Communication de la Commission..... alerte 239 (n° 17 – 2 nov.)

Obligation de restitution
Continuité économique
Transfert au repreneur..... repère 82 (n° 7 – 11 avr.)
..... alerte 86 (n° 7 – 11 avr.)

Récupération
Procédure collective du bénéficiaire..... alerte 75 (n° 6 – 1^{er} avr.)

APPEL

Caractère suspensif
Ministère public
Loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle..... alerte 276 (n° 19 – 1^{er} déc.)

Déclaration des créances
Indivisibilité entre le créancier, le débiteur et le liquidateur..... alerte 230 (n° 16 – 17 oct.)

Jugement arrêtant le plan de cession
Intérêt à agir du débiteur
Appréciation..... alerte 69 (n° 5 – 14 mars.)

APPLICATION DE LA LOI DANS LE TEMPS

Faillite personnelle
Loi plus sévère
Non-rétroactivité..... repère 70 (n° 6 – 1^{er} avr.)
..... alerte 81 (n° 6 – 1^{er} avr.)

Rétroactivité in mitius
Interdiction de gérer..... alerte 196 (n° 14 – 19 sept.)

ARRÊT DES POURSUITES

Action en constatation de l'acquisition d'une clause résolutoire..... alerte 119 (n° 9 – 24 mai)

Instance en cours
Clause résolutoire..... alerte 146 (n° 11 – 20 juin)

Interdiction des paiements
Créance de cotisation sociale
Caractère exigible..... alerte 184 (n° 13 – 27 juill.)

ARRÊT DES VOIES D'EXÉCUTION

Effet
Mainlevée de la saisie-attribution... alerte 48 (n° 4 – 4 mars)

Recours contre une décision du juge de l'exécution
Compétence
Juge-commissaire..... alerte 286 (n° 20 – 14 déc.)

Saisie immobilière..... alerte 4 (n° 1 – 18 janv.)

ARRÊT DU COURS DES INTÉRÊTS

Admission au passif

Créance assortie des intérêts au taux légal..... **alerte 164** (n° 12 – 4 juill.)

ASSOCIÉ EN NOM

Contribution aux pertes sociales

Liquidation judiciaire
Qualité pour agir..... **repère 246** (n° 18 – 17 nov.)
..... **alerte 254** (n° 18 – 17 nov.)

AUTO-ENTREPRENEUR

Régime

Livre VI du Code de commerce ou Code de la consommation..... **alerte 61** (n° 5 – 14 mars)

AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Nature

Régime en cas de procédure collective
Contrat en cours..... **alerte 73** (n° 6 – 1^{er} avr.)

B

BAIL COMMERCIAL

Cession

Plan de cession
Non-respect des exigences de forme prévues au contrat. **alerte 80** (n° 6 – 1^{er} avr.)

Clause résolutoire

Instance en cours
Arrêt des poursuites..... **alerte 146** (n° 11 – 20 juin)

Congé

Inefficacité
Absence de notification au liquidateur..... **alerte 238** (n° 17 – 2 nov.)

Notification
Lettre recommandée AR..... **alerte 87** (n° 7 – 11 avr.)

Résiliation

Cession du bail commercial
Commandement d'avoir à quitter les lieux..... **alerte 188** (n° 13 – 27 juill.)

BAIL D'EXPLOITATION

Poursuite par le liquidateur

Défaut de paiement des loyers
Absence de mise en demeure du bailleur..... **alerte 154** (n° 11 – 20 juin)

BANQUEROUTE

Constitution de partie civile d'un créancier

Préjudice distinct du montant de la créance..... **alerte 113** (n° 8 – 2 mai)

C

CAPITAL SOCIAL NON LIBÉRÉ

Exigibilité..... **repère 158** (n° 12 – 4 juill.)
..... **alerte 163** (n° 12 – 4 juill.)

CAUTION

Engagement manifestement disproportionné

Appréciation
Biens à prendre en considération..... **alerte 34** (n° 3 – 15 févr.)

Caution détentrice de parts sociales et d'un compte courant d'associé..... **alerte 34** (n° 3 – 15 févr.)

Mesure conservatoire

Créance non exigible
Obtention d'un titre exécutoire. **alerte 91** (n° 7 – 11 avr.)

Organisme bancaire

Reprise des poursuites..... **alerte 194** (n° 14 – 19 sept.)

Perte d'un droit préférentiel

Cession de créance
Absence de notification. **alerte 291** (n° 20 – 14 déc.)

CAUTIONNEMENT

Biens communs

Accord du conjoint
Obligations de la banque l'égard du conjoint..... **alerte 52** (n° 4 – 4 mars)

Cautionnement disproportionné

Date d'appréciation
Retour à meilleure fortune. **alerte 90** (n° 7 – 11 avr.)

Clause instaurant un délai pour agir pour le créancier

Délai de forclusion..... **alerte 53** (n° 4 – 4 mars)

Prêt

Plan de cession
Novation..... **alerte 54** (n° 4 – 4 mars)

CESSATION DES PAIEMENTS

Date

Contrôle de la Cour de cassation. **alerte 161** (n° 12 – 4 juill.)

Notion

Actif disponible
Chèque de banque non encaissé... **alerte 115** (n° 9 – 24 mai)

Report de date

Contestation
Qualité pour agir..... **alerte 162** (n° 12 – 4 juill.)
Report à une date antérieure à l'arrêté du plan résolu..... **alerte 18** (n° 2 – 1^{er} févr.)
Succession de procédures
Sauvegarde..... **repère 142** (n° 11 – 20 juin)
..... **alerte 145** (n° 11 – 20 juin)

CESSION FORCÉE DE DROITS SOCIAUX

Constitutionnalité..... **alerte 253** (n° 18 – 17 nov.)

Requête du ministère public

Modification du plan..... **alerte 253** (n° 18 – 17 nov.)

CLAUSE PÉNALE

Prêt bancaire

Réduction
Pouvoirs du juge-commissaire..... **alerte 101** (n° 8 – 2 mai)

CLÔTURE DE LA PROCÉDURE

Reprise des poursuites

Caution solvens
Organisme bancaire..... **alerte 194** (n° 14 – 19 sept.)

CLÔTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

Reprise de la procédure

Vérification du passif..... **alerte 89** (n° 7 – 11 avr.)

CO-EMPLOI

Caractérisation..... **alerte 22** (n° 2 – 1^{er} févr.)

Notion..... **alerte 221** (n° 16 – 17 oct.)

COMITÉ D'ENTREPRISE

Transmission du procès-verbal à l'employeur

Délais
Procédure collective..... **alerte 122** (n° 9 – 24 mai)

COMMISSAIRE DE JUSTICE..... **repère 176** (n° 13 – 27 juill.)

COMMISSAIRE-PRISEUR JUDICIAIRE

Mandataire judiciaire..... **repère 176** (n° 13 – 27 juill.)

COMPENSATION

Connexité

Astreinte
Créance de loyers..... **alerte 234** (n° 17 – 2 nov.)

COMPÉTENCE

Clause compromissoire

Application
Impécuniosité du débiteur..... **alerte 256** (n° 18 – 17 nov.)

Juge-commissaire

Recours contre une décision du juge de l'exécution
Arrêt des voies d'exécution..... **alerte 286** (n° 20 – 14 déc.)

Tribunal de commerce
Inscription au RCS
Présomption..... **alerte 255** (n° 18 – 17 nov.)

Tribunal de la procédure collective
Extension de compétence
Compétence exclusive d'une autre juridiction..... **alerte 137** (n° 10 – 6 juin)

COMPTE COURANT

Réciprocité des remises
Nullité de la période suspecte... **repère 142** (n° 11 – 20 juin)
..... **alerte 145** (n° 11 – 20 juin)

CONCILIATEUR

Désignation
Règlement amiable agricole
Proposition du débiteur..... **alerte 262** (n° 19 – 1^{er} déc.)

CONCILIATION

Confidentialité
Droit de la presse..... **repère 14** (n° 2 – 1^{er} févr.)
..... **alerte 17** (n° 2 – 1^{er} févr.)

CONFIDENTIALITÉ

Prévention
Droit de la presse..... **repère 14** (n° 2 – 1^{er} févr.)
..... **alerte 17** (n° 2 – 1^{er} févr.)

CONFUSION DE PATRIMOINES

Autorité de la chose jugée
Résolution du plan de redressement
Liquidations judiciaires distinctes..... **alerte 30** (n° 3 – 15 févr.)

Conditions
Relations financières anormales
Appauvrissement de la société débitrice..... **alerte 279** (n° 20 – 14 déc.)

Critère
Relations financières incompatibles avec des obligations contractuelles réciproques normales..... **alerte 213** (n° 16 – 17 oct.)

Jonction de procédures collectives
Mesure d'administration judiciaire..... **alerte 30** (n° 3 – 15 févr.)

Qualité pour agir
Droit antérieur à l'ordonnance du 12 mars 2014..... **alerte 31** (n° 3 – 15 févr.)

Relations financières anormales
Caractérisation..... **alerte 280** (n° 20 – 14 déc.)

CONSEIL DE PRUD'HOMMES..... **alerte 150** (n° 11 – 20 juin)

CONTESTATION DE CRÉANCE

Délai de saisine de la juridiction compétente
Point de départ
Notification irrégulière..... **alerte 283** (n° 20 – 14 déc.)

CONTRAT DE SÉCURISATION PROFESSIONNELLE

Entrée en vigueur..... **alerte 241** (n° 17 – 2 nov.)

CONTRAT DE TRAVAIL

Contrat à durée déterminée
Rupture anticipée
Liquidation judiciaire de l'employeur..... **alerte 93** (n° 7 – 11 avr.)

CONTRAT EN COURS

Absence de mise en demeure
Option de non-continuation par l'administrateur
Effets..... **alerte 74** (n° 6 – 1^{er} avr.)

Action en constatation de l'acquisition d'une clause résolutoire
Arrêt des poursuites..... **alerte 119** (n° 9 – 24 mai)

Autorisation d'occupation du domaine public
Régime..... **alerte 73** (n° 6 – 1^{er} avr.)

Cession

Contrats nécessaires au maintien de l'activité
Sous-location..... **alerte 140** (n° 10 – 6 juin)

Continuation
Acquiescement à revendication... **alerte 20** (n° 2 – 1^{er} févr.)

Contrat de vente
Vente au compte, au poids ou à la mesure..... **alerte 287** (n° 20 – 14 déc.)

Qualité pour résilier
Groupe de sociétés..... **alerte 118** (n° 9 – 24 mai)

Responsabilité de l'administrateur judiciaire
Poursuite du contrat
Absence de paiement des prestations..... **alerte 105** (n° 8 – 2 mai)
Absence des fonds nécessaires... **alerte 288** (n° 20 – 14 déc.)

CONVERSION DE PROCÉDURE

Conversion du redressement en liquidation judiciaire
Mode de saisine
Requête ou assignation... **repère 1** (n° 1 – 18 janv.)
..... **alerte 12** (n° 1 – 18 janv.)

Période d'observation
Prolongation au-delà du délai..... **alerte 160** (n° 12 – 4 juill.)

Saisine d'office
Conditions de forme
Note jointe à la convocation du débiteur..... **alerte 108** (n° 8 – 2 mai)

CRÉANCE ALIMENTAIRE

Créance salariale..... **alerte 121** (n° 9 – 24 mai)

CRÉANCE ANTÉRIEURE

Créance d'émolument du mandataire judiciaire
Résolution du plan de redressement
Liquidation judiciaire..... **alerte 217** (n° 16 – 17 oct.)

Créance privilégiée
Agriculteur
Loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle..... **alerte 266** (n° 19 – 1^{er} déc.)

CRÉANCE DE COTISATIONS SOCIALES

Créance antérieure
Exigibilité
Interdiction des paiements..... **alerte 184** (n° 13 – 27 juill.)

CRÉANCE FISCALE

Admission provisionnelle
Établissement définitif
Délai..... **alerte 134** (n° 10 – 6 juin)

Procédure administrative d'établissement de l'impôt
Notion..... **alerte 134** (n° 10 – 6 juin)

CRÉANCE POSTÉRIEURE

Créance inutile
Créance de réparation..... **alerte 237** (n° 17 – 2 nov.)

Utilité
Rachat de droits sociaux
Licenciement des dirigeants..... **alerte 106** (n° 8 – 2 mai)

CRÉANCE POSTÉRIEURE PRIVILÉGIÉE

Absence d'inscription sur la liste
Droit de poursuite devant la juridiction de droit commun..... **alerte 185** (n° 13 – 27 juill.)

Notion
Créance de dividende..... **alerte 251** (n° 18 – 17 nov.)
Frais de déplacement du dirigeant nés entre deux jugements d'ouverture. **alerte 5** (n° 1 – 18 janv.)
Honoraires d'avocat..... **alerte 5** (n° 1 – 18 janv.)

CRÉANCE SALARIALE

Créance alimentaire..... **alerte 121** (n° 9 – 24 mai)

Garantie des salaires
Créances antérieures au jugement d'ouverture de la sauvegarde... **alerte 151** (n° 11 – 20 juin)

Notion..... **alerte 222** (n° 16 – 17 oct.)

Créance indemnitaire..... **alerte 223** (n° 16 – 17 oct.)

CUMUL DE SANCTIONS

Faillite personnelle et interdiction de gérer
Peine complémentaire à la banqueroute
Constitutionnalité..... **alerte 277** (n° 19 – 1^{er} déc.)

D

DATE DE NAISSANCE DES CRÉANCES

Créance antérieure
Résolution du plan de redressement
Liquidation judiciaire..... **alerte 217** (n° 16 – 17 oct.)
Créance de récupération
Aides d'État illégales
Régime..... **alerte 75** (n° 6 – 1^{er} avr.)
Créance née d'une condamnation
Créance de remboursement
Sommes détournées par un courtier..... **alerte 281** (n° 20 – 14 déc.)

DÉCLARATION DE CRÉANCE

Appel
Indivisibilité entre le créancier, le débiteur et le liquidateur..... **alerte 230** (n° 16 – 17 oct.)
Cotisations sociales
Déclaration du principal
Pénalités, majorations de retard et frais de poursuites..... **alerte 165** (n° 12 – 4 juill.)
Créance administrative
Qualité pour déclarer..... **alerte 75** (n° 6 – 1^{er} avr.)
Créance d'émolument du mandataire judiciaire
Résolution du plan de redressement
Créance antérieure..... **alerte 217** (n° 16 – 17 oct.)
Créance postérieure
Créance de dividende..... **alerte 251** (n° 18 – 17 nov.)
Déclaration notariée d'insaisissabilité
Inopposabilité au créancier
Prescription de l'action du créancier..... **repère 203** (n° 15 – 3 oct.)
..... **alerte 211** (n° 15 – 3 oct.)
Déclaration provisionnelle
Instance en cours..... **alerte 144** (n° 11 – 20 juin)
Délégation
Subdélégation..... **alerte 32** (n° 3 – 15 févr.)
..... **alerte 62** (n° 5 – 14 mars)
Indemnité contractuelle
Aggravation des obligations du débiteur..... **alerte 33** (n° 3 – 15 févr.)
Indemnité de résiliation
Indemnité conventionnelle de révocation d'un dirigeant..... **alerte 219** (n° 16 – 17 oct.)
Intérêts
Modalités de déclaration..... **alerte 282** (n° 20 – 14 déc.)
Régularité
Délégation de pouvoir du directeur général
Irrégularité de la désignation du directeur général..... **alerte 49** (n° 4 – 4 mars)

DÉCLARATION NOTARIÉE D'INSAISSABILITÉ

Inopposabilité au créancier
Déclaration de créance
Prescription de l'action du créancier..... **repère 203** (n° 15 – 3 oct.)
..... **alerte 211** (n° 15 – 3 oct.)
Vente du bien..... **alerte 120** (n° 9 – 24 mai)
Liquidation judiciaire
Opposabilité à la procédure..... **alerte 95** (n° 7 – 11 avr.)
Vente du bien
Autorisation du juge-commissaire
Excès de pouvoir..... **alerte 95** (n° 7 – 11 avr.)

DÉLIT D'ENTRAVE

Absence d'information du comité d'entreprise
Dépôt de bilan
Application de la loi dans le temps..... **alerte 58** (n° 4 – 4 mars)

DÉPÔT DES COMPTES SOCIAUX

Injonction du président du tribunal
Constitutionnalité..... **alerte 131** (n° 10 – 6 juin)
Saisine d'office
Constitutionnalité..... **alerte 181** (n° 13 – 27 juill.)
Liquidation d'astreinte
Voies de recours
Ministère public..... **alerte 141** (n° 10 – 6 juin)

DÉSIGNATION D'UN TECHNICIEN

Juge-commissaire..... **alerte 216** (n° 16 – 17 oct.)

DESSAISISSEMENT

Bail commercial
Congé
Absence de notification au liquidateur..... **alerte 238** (n° 17 – 2 nov.)
Constitution de partie civile
Droits et actions de nature patrimoniale. **alerte 133** (n° 10 – 6 juin)
Voies de recours
Délai pour agir
Interruption..... **alerte 149** (n° 11 – 20 juin)

DIRIGEANT

Préjudice personnel
Notion..... **alerte 67** (n° 5 – 14 mars)

DROIT D'ALERTE

Commissaire aux comptes
Loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle..... **alerte 267** (n° 19 – 1^{er} déc.)

E

EFFET RÉEL

Autorité de chose jugée..... **alerte 65** (n° 5 – 14 mars)

ENTREPRENEUR INDIVIDUEL À RESPONSABILITÉ LIMITÉE

Redressement judiciaire
Constitution d'un patrimoine d'affectation..... **alerte 72** (n° 6 – 1^{er} avr.)

EXCÈS DE POUVOIR

Caractérisation
Réalisation de l'actif..... **alerte 27** (n° 2 – 1^{er} févr.)
Notion
Sursis à statuer
Choix erroné de la partie devant saisir le juge compétent. **repère 233** (n° 17 – 2 nov.)
..... **alerte 236** (n° 17 – 2 nov.)

EXTENSION DE PROCÉDURE

Absence de relations contractuelles..... **alerte 159** (n° 12 – 4 juill.)
Appel du débiteur
Qualité pour agir
Droit propre..... **alerte 258** (n° 18 – 17 nov.)
Confusion de patrimoines..... **alerte 132** (n° 10 – 6 juin)
Plan de cession totale..... **repère 114** (n° 9 – 24 mai)
..... **alerte 116** (n° 9 – 24 mai)
Qualité de commerçant..... **alerte 132** (n° 10 – 6 juin)

F

FAILLITE INTERNATIONALE

Reconnaissance des décisions étrangères
Exequatur
Action en justice..... **repère 191** (n° 14 – 19 sept.)
..... **alerte 201** (n° 14 – 19 sept.)

FAILLITE PERSONNELLE

Absence de coopération
Absence de mise à jour des informations légales de la société..... **alerte 294** (n° 20 – 14 déc.)
Domaine de l'interdiction de gérer

Application de la loi dans le temps
Non-rétroactivité de la loi plus
sévère..... **repère 70** (n° 6 – 1^{er} avr.)
alerte 81 (n° 6 – 1^{er} avr.)

Sanctions civiles et pénales

Constitutionnalité..... **alerte 244** (n° 17 – 2 nov.)

Signification d'un acte au dirigeant

Adresse inconnue
Diligences de l'huissier... **alerte 225** (n° 16 – 17 oct.)

FAILLITE PERSONNELLE ET INTERDICTION DE GÉRER

Constitutionnalité

Principe de nécessité et de proportionnalité

Non bis in idem..... **alerte 197** (n° 14 – 19 sept.)

Poursuites civiles et pénales

Constitutionnalité

Principe de nécessité et de proportionnalité..... **alerte 198** (n° 14 – 19 sept.)

Prescription de l'action

Point de départ du délai

Inobservation d'une condamnation au comblement de l'insuffisance d'actif..... **alerte 271** (n° 19 – 1^{er} déc.)

G

GAGE DES STOCKS

Champ d'application du Code de commerce

Gage sans dépossession..... **alerte 92** (n° 7 – 11 avr.)

Exclusion des règles du gage de droit commun

..... **alerte 7** (n° 1 – 18 janv.)

Régime

Réforme..... **alerte 51** (n° 4 – 4 mars)

GARANTIE À PREMIÈRE DEMANDE

Demande de restitution

Déclaration au passif..... **alerte 167** (n° 12 – 4 juill.)

Inexécution des obligations nées du contrat de base

Preuve..... **alerte 167** (n° 12 – 4 juill.)

GARANTIE DES SALAIRES

Créance salariale

Notion

Créance indemnitaire..... **alerte 223** (n° 16 – 17 oct.)
Créance résultant de la mise en cause de la responsabilité de l'employeur..... **alerte 222** (n° 16 – 17 oct.)

Demande de résiliation du contrat de travail émanant du salarié

..... **alerte 78** (n° 6 – 1^{er} avr.)

Plan de cession

Licenciements

Reprise effective des salariés par le repreneur..... **alerte 10** (n° 1 – 18 janv.)

Procédure transfrontière

Directive 80/97/CE

Champ d'application..... **alerte 77** (n° 6 – 1^{er} avr.)

Sauvegarde

Créances antérieures au jugement d'ouverture

..... **alerte 151** (n° 11 – 20 juin)

GREFFIER DE TRIBUNAL DE COMMERCE

Accès à la profession

Réforme..... **alerte 46** (n° 4 – 4 mars)

H

HUISSIER DE JUSTICE

Mandataire judiciaire..... **repère 176** (n° 13 – 27 juill.)

HYPOTHÈQUE JUDICIAIRE CONSERVATOIRE

Inscription définitive

Interdiction des inscriptions..... **alerte 136** (n° 10 – 6 juin)

I

INDIVISION

Demande en partage

Liquidateur judiciaire

Indication des démarches entreprises

..... **alerte 64** (n° 5 – 14 mars)

INSTALLATION CLASSÉE

Liquidateur judiciaire

Obligation du liquidateur..... **repère 260** (n° 19 – 1^{er} déc.)

INSTANCE EN COURS

Déclaration de créance..... **alerte 144** (n° 11 – 20 juin)

Instance prud'homale

Absence de suspension ou d'interruption... **alerte 186** (n° 13 – 27 juill.)

Pourvoi en cassation

Mise en cause du liquidateur judiciaire et de l'AGS..... **alerte 187** (n° 13 – 27 juill.)

Pourvoi en cassation

Reprise d'instance

Conditions..... **alerte 41** (n° 3 – 15 févr.)

Reprise

Déclaration de créance..... **alerte 235** (n° 17 – 2 nov.)

INTERDICTION DE GÉRER

Application de la loi dans le temps

Rétroactivité in mitius..... **alerte 196** (n° 14 – 19 sept.)

INTERDICTION DES INSCRIPTIONS

Hypothèque judiciaire conservatoire

Inscription définitive..... **alerte 136** (n° 10 – 6 juin)

INTERDICTION DES PAIEMENTS

Compensation

Astreinte

Créance de loyers..... **alerte 234** (n° 17 – 2 nov.)

Cotisations sociales

Droit aux prestations..... **alerte 100** (n° 8 – 2 mai)

INTÉRÊT COLLECTIF DES CRÉANCIERS

Action en responsabilité contre le liquidateur

Faute dans la délivrance d'une assignation

Action en extension de procédure. **alerte 190** (n° 13 – 27 juill.)

Notion..... **alerte 67** (n° 5 – 14 mars)

J

JUGE CONSULAIRE

Déontologie, statut et formation

Loi de modernisation de la justice du XXI^e

siècle..... **alerte 263** (n° 19 – 1^{er} déc.)

Incompatibilités fonctionnelles

Loi de modernisation de la justice du XXI^e

siècle..... **alerte 274** (n° 19 – 1^{er} déc.)

JUGE-COMMISSAIRE

Admission des créances

Sursis à statuer

Saisine du juge compétent..... **repère 233** (n° 17 – 2 nov.)

..... **alerte 236** (n° 17 – 2 nov.)

Compétence

Contentieux relatif à la délivrance de

l'attestation de vigilance..... **alerte 137** (n° 10 – 6 juin)

Désignation d'un technicien

Nature de la mission

Expertise judiciaire..... **alerte 88** (n° 7 – 11 avr.)

Pouvoirs

Clause pénale

Réduction..... **alerte 101** (n° 8 – 2 mai)

L

LICENCIEMENT

- Acte de gestion courante**
 - Autorisation de l'administrateur
 - Inopposabilité à la procédure collective..... **alerte 117** (n° 9 – 24 mai)

LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE

- Caractère économique**
 - Notion..... **alerte 207** (n° 15 – 3 oct.)
- Critères d'ordre**
 - Périmètre
 - Zones d'emploi..... **alerte 36** (n° 3 – 15 févr.)
- Obligation de reclassement**
 - Reclassement à l'étranger..... **alerte 8** (n° 1 – 18 janv.)
- Ordonnance du juge-commissaire**
 - Irregularité
 - Renvoi à une annexe non signée... **alerte 124** (n° 9 – 24 mai)
- Plan de sauvegarde de l'emploi**
 - Annulation
 - Indemnisation forfaitaire. **alerte 123** (n° 9 – 24 mai)
- Qualité pour notifier**
 - Plan de cession
 - Liquidation judiciaire..... **alerte 35** (n° 3 – 15 févr.)
- Salarié protégé**
 - Demande d'autorisation de licencier
 - Omission d'un mandat..... **alerte 76** (n° 6 – 1^{er} avr.)
 - Nullité de l'autorisation administrative
 - Conséquence..... **alerte 56** (n° 4 – 4 mars)

LIQUIDATEUR AMIABLE

- Durée des fonctions**
 - Durée prévue dans l'ordonnance de désignation
 - Durée légale..... **alerte 126** (n° 9 – 24 mai)

LIQUIDATEUR JUDICIAIRE

- Action en partage d'indivision**
 - Indication des démarches entreprises..... **alerte 64** (n° 5 – 14 mars)

LIQUIDATION JUDICIAIRE

- Absence de clôture dans le délai fixé**
 - Conséquence..... **repère 246** (n° 18 – 17 nov.)
 - **alerte 254** (n° 18 – 17 nov.)
- Congé donné par le preneur**
 - Inefficacité
 - Absence de notification au liquidateur du bailleur..... **alerte 238** (n° 17 – 2 nov.)
- Contrat de travail**
 - Contrat à durée déterminée
 - Rupture anticipée..... **alerte 93** (n° 7 – 11 avr.)
- Demande d'annulation du jugement**
 - Non-respect de la formalité du rapport... **repère 1** (n° 1 – 18 janv.)
 - **alerte 12** (n° 1 – 18 janv.)
- Droit propre du débiteur**
 - Saisie immobilière
 - Incident de saisie..... **alerte 259** (n° 18 – 17 nov.)
- Extension de procédure**
 - Appel
 - Droit propre du débiteur..... **alerte 258** (n° 18 – 17 nov.)
- Infirmité**
 - Réalisation des actifs..... **alerte 171** (n° 12 – 4 juill.)
- Obligation du liquidateur**
 - Installation classée..... **repère 260** (n° 19 – 1^{er} déc.)
- Pluralité de procédures**
 - Effet réel
 - Vente d'un bien commun..... **alerte 65** (n° 5 – 14 mars)
- Poursuite d'activité**
 - Financement
 - Fonds séquestrés..... **repère 1** (n° 1 – 18 janv.)
 - **alerte 12** (n° 1 – 18 janv.)
- Rejet de la demande de clôture**
 - Absence de convocation du débiteur
 - Principe du contradictoire. **alerte 110** (n° 8 – 2 mai)
- Report de l'examen de la clôture**
 - Mesure d'administration judiciaire
 - Voies de recours..... **repère 96** (n° 8 – 2 mai)

- **alerte 109** (n° 8 – 2 mai)

Résolution du plan

- Appel du débiteur
- Nécessité d'intimer le liquidateur... **alerte 257** (n° 18 – 17 nov.)

Sort du dirigeant

- Maintien en fonctions
- Révocation du gérant..... **alerte 125** (n° 9 – 24 mai)

Titre exécutoire

- Saisie des rémunérations..... **alerte 38** (n° 3 – 15 févr.)

LOI DE MODERNISATION DE LA JUSTICE DU XXI^E SIÈCLE

- **alerte 262** (n° 19 – 1^{er} déc.)
- **alerte 263** (n° 19 – 1^{er} déc.)
- **alerte 264** (n° 19 – 1^{er} déc.)
- **alerte 265** (n° 19 – 1^{er} déc.)
- **alerte 266** (n° 19 – 1^{er} déc.)
- **alerte 267** (n° 19 – 1^{er} déc.)
- **alerte 268** (n° 19 – 1^{er} déc.)
- **alerte 269** (n° 19 – 1^{er} déc.)
- **alerte 270** (n° 19 – 1^{er} déc.)
- **alerte 271** (n° 19 – 1^{er} déc.)
- **alerte 272** (n° 19 – 1^{er} déc.)
- **alerte 273** (n° 19 – 1^{er} déc.)
- **alerte 274** (n° 19 – 1^{er} déc.)
- **alerte 275** (n° 19 – 1^{er} déc.)
- **alerte 276** (n° 19 – 1^{er} déc.)
- Contrôle de constitutionnalité**..... **alerte 261** (n° 19 – 1^{er} déc.)
- Ratifications et habilitations**..... **alerte 261** (n° 19 – 1^{er} déc.)

M

MANDAT AD HOC

- Confidentialité**
 - Droit de la presse..... **repère 14** (n° 2 – 1^{er} févr.)
 - **alerte 17** (n° 2 – 1^{er} févr.)

MANDATAIRE DE JUSTICE

- Exercice en société**
 - Désignation de la société
 - Absence du nom de la société dans l'acte d'assignation..... **alerte 215** (n° 16 – 17 oct.)

- Loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle**..... **alerte 272** (n° 19 – 1^{er} déc.)
- **alerte 273** (n° 19 – 1^{er} déc.)

Mission confiée à un tiers

- Rémunération
- Loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle..... **alerte 275** (n° 19 – 1^{er} déc.)

- Rémunération**..... **alerte 71** (n° 6 – 1^{er} avr.)
- Nouveaux barèmes..... **alerte 147** (n° 11 – 20 juin)

MANDATAIRE JUDICIAIRE

- Exercice de la profession**
 - Société
 - Reversement des honoraires à la société..... **alerte 47** (n° 4 – 4 mars)

MESURE CONSERVATOIRE

- Obtention d'un titre exécutoire**
 - Créance non exigible
 - Caution..... **alerte 91** (n° 7 – 11 avr.)

MINISTÈRE PUBLIC

- Appel**
 - Caractère suspensif
 - Loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle..... **alerte 276** (n° 19 – 1^{er} déc.)
- Partie jointe**
 - Pourvoi en cassation..... **alerte 141** (n° 10 – 6 juin)

N

NULLITÉ DE LA PÉRIODE SUSPECTE

- Contrat commutatif déséquilibré**
 - Cession de parts pour un euro. **alerte 252** (n° 18 – 17 nov.)
- Nullité de droit**
 - Garantie d'une créance
 - Créance antérieure..... **alerte 107** (n° 8 – 2 mai)

- Remises en compte courant**
Réciprocité des remises..... repère 142 (n° 11 – 20 juin)
..... alerte 145 (n° 11 – 20 juin)
- Report de la date de cessation des paiements**
Succession de procédures..... repère 142 (n° 11 – 20 juin)
..... alerte 145 (n° 11 – 20 juin)
- Substitution de garantie**
Validité..... alerte 240 (n° 17 – 2 nov.)

O

OBLIGATION DE RECLASSEMENT

- Saisine préalable des commissions paritaires de branche..... alerte 220 (n° 16 – 17 oct.)

ORGANES

- Désignation**
Nomination d'un second professionnel..... alerte 97 (n° 8 – 2 mai)
- Nomination**
Loi Macron
Administrateur judiciaire et mandataire judiciaire supplémentaires..... alerte 214 (n° 16 – 17 oct.)
- Rémunération**
Voies recours
Convocation des parties..... alerte 28 (n° 2 – 1^{er} févr.)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE

- Saisine du ministère public**
Convocation du débiteur
Modalités..... repère 129 (n° 10 – 6 juin)
..... alerte 138 (n° 10 – 6 juin)
- Société dissoute**
Délai pour agir
Point de départ..... alerte 192 (n° 14 – 19 sept.)

P

PÉRIODE D'OBSERVATION

- Durée**
Loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle..... alerte 265 (n° 19 – 1^{er} déc.)
- Prolongation au-delà du délai**
Conversion du redressement en liquidation judiciaire..... alerte 160 (n° 12 – 4 juill.)

PLAN

- Loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle..... alerte 267 (n° 19 – 1^{er} déc.)

PLAN DE CESSION

- Accords collectifs**
Accords de substitution..... alerte 210 (n° 15 – 3 oct.)
- Appel**
Intérêt à agir du débiteur
Appréciation..... alerte 69 (n° 5 – 14 mars)
Intervention volontaire
Dirigeant caution..... alerte 43 (n° 3 – 15 févr.)
- Bail commercial**
Cession
Non-respect des exigences de forme prévues au contrat..... alerte 80 (n° 6 – 1^{er} avr.)
- Cession des contrats**
Contrats nécessaires au maintien de l'activité
Excès de pouvoir..... alerte 140 (n° 10 – 6 juin)
- Cession du bail commercial**
Bail résilié
Expulsion..... alerte 188 (n° 13 – 27 juill.)
- Cession ordonnée avant la fin de la période d'observation**
Excès de pouvoir..... alerte 128 (n° 9 – 24 mai)
- Cession totale**
Extension de procédure..... repère 114 (n° 9 – 24 mai)
..... alerte 116 (n° 9 – 24 mai)
- Continuité économique**
Obligations du repreneur

- Restitution des aides d'État..... repère 82 (n° 7 – 11 avr.)
..... alerte 86 (n° 7 – 11 avr.)

Engagement du cessionnaire

- Échéances postérieures d'un prêt
Sort de la caution..... alerte 54 (n° 4 – 4 mars)

Garantie d'emploi

- Obligation à la charge du repreneur..... alerte 9 (n° 1 – 18 janv.)

Licenciements

- Reprise effective des salariés par le repreneur..... alerte 10 (n° 1 – 18 janv.)

Liquidation judiciaire

- Licenciement
Qualité pour notifier..... alerte 35 (n° 3 – 15 févr.)

Maintien en fonction de l'administrateur judiciaire

- Liquidation judiciaire
Qualité pour notifier les licenciements..... alerte 35 (n° 3 – 15 févr.)

Résolution

- Action en responsabilité contre les cessionnaires
Communication des conclusions écrites du ministère public..... alerte 175 (n° 12 – 4 juill.)

Substitution de repreneur

- Garantie du cessionnaire
Étendue..... alerte 193 (n° 14 – 19 sept.)

Transfert des contrats de travail

- Obligations du cessionnaire
Clause de prise en charge des droits acquis..... alerte 209 (n° 15 – 3 oct.)

PLAN DE CONTINUATION

Voies de recours

- Tierce opposition
Conditions de recevabilité..... alerte 42 (n° 3 – 15 févr.)

PLAN DE REDRESSEMENT

Cession forcée des parts sociales

- Modalités..... repère 59 (n° 5 – 14 mars)
..... alerte 63 (n° 5 – 14 mars)

Inexécution

- Résolution
Absence de constatation de la cessation des paiements..... alerte 170 (n° 12 – 4 juill.)

Remise de dette

- Acceptation
Présomption..... alerte 23 (n° 2 – 1^{er} févr.)

Résolution

- Confusion de patrimoines
Liquidations judiciaires distinctes..... alerte 30 (n° 3 – 15 févr.)

- Liquidation judiciaire
Cessation des paiements..... alerte 170 (n° 12 – 4 juill.)

Résolution et liquidation judiciaire

- Appel
Intimation du liquidateur..... repère 278 (n° 20 – 14 déc.)
..... alerte 295 (n° 20 – 14 déc.)

PLAN DE SAUVEGARDE DE L'EMPLOI

Annulation

- Indemnisation forfaitaire
Constitutionnalité..... alerte 123 (n° 9 – 24 mai)

Régularité de la procédure d'établissement

- Appréciation globale..... alerte 94 (n° 7 – 11 avr.)

Transfert des contrats de travail..... alerte 208 (n° 15 – 3 oct.)

PRÉJUDICE PERSONNEL

- Notion..... alerte 57 (n° 4 – 4 mars)

PREPACK CESSION

- Loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle..... alerte 268 (n° 19 – 1^{er} déc.)

PRÊT

Plan de cession

- Engagement du cessionnaire
Sort de la caution..... alerte 54 (n° 4 – 4 mars)

PRÉVENTION

- Accord de préservation ou de développement de l'emploi**..... alerte 205 (n° 15 – 3 oct.)
Mandat ad hoc et conciliation
 Loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle..... alerte 267 (n° 19 – 1^{er} déc.)

PRIVILÈGE DE LA CONCILIATION

- Règlement amiable agricole**..... alerte 262 (n° 19 – 1^{er} déc.)

PROCÉDURE

- Avis du ministère public**
 Reports d'audience
Renouvellement de l'avis..... alerte 11 (n° 1 – 18 janv.)
Contestation de créance
 Représentation du débiteur et du mandataire judiciaire
Choix du même avocat..... alerte 102 (n° 8 – 2 mai)
Ministère public
 Présence au débats..... alerte 227 (n° 16 – 17 oct.)
 Requête en sanction personnelle
Interruption de la prescription..... alerte 228 (n° 16 – 17 oct.)
Sanctions civiles
 Convocation du débiteur
Fin de non-recevoir..... alerte 40 (n° 3 – 15 févr.)
Voies de recours
 Appel
Procédure avec représentation obligatoire..... alerte 13 (n° 1 – 18 janv.)

PROCÉDURE D'ALERTE

- Comité d'entreprise**
 Étendue
Groupe de sociétés..... alerte 248 (n° 18 – 17 nov.)

PROCÉDURE D'INSOLVABILITÉ

- Reconnaissance des décisions**
 Compétence..... alerte 202 (n° 14 – 19 sept.)

PROCÉDURE PRUD'HOMALE..... alerte 150 (n° 11 – 20 juin)

PROCÉDURES COLLECTIVES

- Livre VI du Code de commerce**
 Champ d'application
Agent commercial..... alerte 178 (n° 13 – 27 juill.)

PROFESSION

- Conditions d'accès**..... alerte 97 (n° 8 – 2 mai)

PROFESSIONS JURIDIQUES RÉGLEMENTÉES

- Rémunération**..... alerte 71 (n° 6 – 1^{er} avr.)

PROJET DE LOI DE MODERNISATION DE LA JUSTICE DU XXI^E SIÈCLE..... alerte 130 (n° 10 – 6 juin)

PUBLICITÉ LÉGALE

- Bodacc**
 Journal d'annonces légales..... alerte 87 (n° 7 – 11 avr.)

Q

QUALITÉ DU DÉBITEUR

- Agent commercial**..... alerte 178 (n° 13 – 27 juill.)
Auto-entrepreneur..... alerte 61 (n° 5 – 14 mars)
Commerçant
 Inscription au RCS
Présomption..... alerte 255 (n° 18 – 17 nov.)
Société dissoute
 Délai pour agir
Point de départ..... alerte 192 (n° 14 – 19 sept.)

R

RÉALISATION DE L'ACTIF

- Action du créancier**
 Prescription
Inopposabilité de la déclaration notariée d'insaisissabilité..... repère 203 (n° 15 – 3 oct.)
 .. alerte 211 (n° 15 – 3 oct.)
Biens mobiliers
 Vente de gré à gré
Loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle..... alerte 269 (n° 19 – 1^{er} déc.)
Ordonnance du juge-commissaire
 Voies de recours
Appel du créancier inscrit..... alerte 155 (n° 11 – 20 juin)
Saisie immobilière
 Incident de saisie
Droit propre du débiteur..... alerte 259 (n° 18 – 17 nov.)
Vente de gré à gré
 Immeuble du débiteur
Condition suspensive d'obtention du prêt..... alerte 242 (n° 17 – 2 nov.)

REDRESSEMENT JUDICIAIRE

- Ouverture de la procédure**
 Effets
Pourvoi en cours..... alerte 41 (n° 3 – 15 févr.)
 Saisine du ministère public
Modalités de convocation du débiteur..... repère 129 (n° 10 – 6 juin)
 .. alerte 138 (n° 10 – 6 juin)

RÉFORME DU DROIT DES CONTRATS

- Incidences**..... alerte 60 (n° 5 – 14 mars)

RÈGLEMENT AMIABLE AGRICOLE

- Loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle**..... alerte 262 (n° 19 – 1^{er} déc.)

RÈGLEMENT INSOLVABILITÉ

- Champ d'application**
 Surendettement des particuliers..... alerte 99 (n° 8 – 2 mai)
Saisie-attribution
 Nullité de la période suspecte
Loi applicable..... alerte 79 (n° 6 – 1^{er} avr.)

RELEVÉ DE FORCLUSION

- Absence de consultation du Bodacc par le créancier**
 Emprunteur non commerçant
Emprunteur devenu ultérieurement commerçant..... alerte 50 (n° 4 – 4 mars)
Cause de la défaillance à déclarer
 Appréciation souveraine des juges du fond..... alerte 168 (n° 12 – 4 juill.)
Faute du débiteur
 Omission du créancier..... alerte 50 (n° 4 – 4 mars)
Impossibilité de connaître l'existence de la créance..... alerte 218 (n° 16 – 17 oct.)

REMISE DE DETTE

- Acceptation**
 Présomption..... alerte 23 (n° 2 – 1^{er} févr.)

RÉMUNÉRATION

- Représentant des créanciers**
 Recours contre une ordonnance de taxe
Convocation des parties..... alerte 28 (n° 2 – 1^{er} févr.)

RÉPARTITION DES POUVOIRS

- Administrateur judiciaire**
 Mission d'assistance
Saisie-attribution..... alerte 148 (n° 11 – 20 juin)

RÉPERTOIRE DES MÉTIERS

- Qualification artisanale**
 Insaisissabilité de la résidence principale. alerte 87 (n° 7 – 11 avr.)

REPRISE D'ENTREPRISE

Information des salariés..... alerte 37 (n° 3 – 15 févr.)

REPRISE DES POURSUITES

Caution solvens

Organisme bancaire..... alerte 194 (n° 14 – 19 sept.)

RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT

Déclaration de créance

Montant erroné

Rectification tardive..... alerte 249 (n° 18 – 17 nov.)

RESPONSABILITÉ DES DIRIGEANTS

Convocation à comparaître

Sanction

Fin de non-recevoir..... alerte 40 (n° 3 – 15 févr.)

RESPONSABILITÉ DES MANDATAIRES

Conditions..... alerte 39 (n° 3 – 15 févr.)

Prescription..... alerte 39 (n° 3 – 15 févr.)

RESPONSABILITÉ DES TIERS

Qualité pour agir

Préjudice collectif

Notion..... alerte 57 (n° 4 – 4 mars)

RESPONSABILITÉ DU BANQUIER

Compétence..... repère 212 (n° 16 – 17 oct.)

..... alerte 226 (n° 16 – 17 oct.)

Qualité pour agir

Intérêt collectif

Notion..... alerte 67 (n° 5 – 14 mars)

Rejet d'un chèque

Défaut d'information du débiteur

Liquidation judiciaire..... alerte 200 (n° 14 – 19 sept.)

Responsabilité à l'égard de la caution

Action tardive.....

alerte 290 (n° 20 – 14 déc.)

Soutien abusif

Montant de la condamnation

Montant de l'aggravation de

l'insuffisance d'actif..... alerte 111 (n° 8 – 2 mai)

RESPONSABILITÉ DU LIQUIDATEUR

Bail professionnel

Occupation sans droit ni titre..... alerte 25 (n° 2 – 1^{er} févr.)

Faute dans la délivrance d'une assignation

Action en extension de procédure

Qualité pour agir..... alerte 190 (n° 13 – 27 juill.)

Poursuite du bail

Défaut de paiement des loyers

Absence de mise en demeure du

baillieur..... alerte 154 (n° 11 – 20 juin)

RESPONSABILITÉ DU MANDATAIRE JUDICIAIRE

Contrat en cours

Absence de restitution du bien

Incendie..... alerte 189 (n° 13 – 27 juill.)

Poursuite du bail

Défaut de paiement des loyers..... alerte 189 (n° 13 – 27 juill.)

RESPONSABILITÉ FISCALE DU DIRIGEANT

Responsabilité solidaire

TVA..... alerte 66 (n° 5 – 14 mars)

RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

Conclusion d'un contrat de travail

Indemnité conventionnelle de licenciement

disproportionnée..... alerte 199 (n° 14 – 19 sept.)

Conditions

Poursuite d'une activité déficitaire

Date de la cessation des paie-

ments..... alerte 292 (n° 20 – 14 déc.)

Convocation du dirigeant

Reprise d'instance..... alerte 139 (n° 10 – 6 juin)

Existence de l'insuffisance d'actif à la date

de cessation des fonctions du dirigeant..... alerte 112 (n° 8 – 2 mai)

Faute de gestion

Absence de déclaration de la cessation

des paiements

Lien de causalité..... alerte 293 (n° 20 – 14 déc.)

Caractérisation

Rémunération excessive..... alerte 172 (n° 12 – 4 juill.)

Inexécution de la condamnation

Faillite personnelle et interdiction de

gérer

Prescription de l'action..... alerte 271 (n° 19 – 1^{er} déc.)

Montant de la sanction

Société holding

Comptes consolidés..... alerte 152 (n° 11 – 20 juin)

Poursuite d'une activité déficitaire

Existence d'un mandataire ad hoc..... alerte 152 (n° 11 – 20 juin)

Volonté de préserver les emplois..... alerte 153 (n° 11 – 20 juin)

RÉTABLISSEMENT PERSONNEL

Effacement des dettes

Dettes exclues

Créancier subrogé..... alerte 143 (n° 11 – 20 juin)

Effacement des dettes locatives

Clause résolutoire acquise..... alerte 85 (n° 7 – 11 avr.)

Effacement ou rééchelonnement

Dettes exclues

Cotisations sociales..... alerte 204 (n° 15 – 3 oct.)

RÉTABLISSEMENT PROFESSIONNEL

Conditions d'ouverture

Activité indépendante

Débiteur gérant d'une société en

liquidation judiciaire depuis

moins de cinq ans..... alerte 3 (n° 1 – 18 janv.)

Loi de modernisation de la justice du XXI^e

siècle..... alerte 270 (n° 19 – 1^{er} déc.)

REVENDICACION

Absence de revendication dans le délai légal

Demande de restitution

Sous-acquéreur de mauvaise foi..... alerte 21 (n° 2 – 15 févr.)

Acquiescement

Notion

Option pour la continuation d'un

contrat en cours..... alerte 20 (n° 2 – 15 févr.)

Acquiescement de l'administrateur et du

mandataire judiciaire

Caractère facultatif..... alerte 104 (n° 8 – 2 mai)

Acquiescement partiel..... alerte 135 (n° 10 – 6 juin)

Bien incorporé

Possibilité de dissociation

Faible dégradation..... alerte 289 (n° 20 – 14 déc.)

Clause de réserve de propriété

Absence d'inventaire

Responsabilité de l'administrateur

judiciaire..... alerte 245 (n° 17 – 2 nov.)

Existence des marchandises en nature

Inventaire

Marchandises en cours de fabri-

cation..... alerte 169 (n° 12 – 4 juill.)

Preuve..... alerte 169 (n° 12 – 4 juill.)

S

SAISIE DES RÉMUNÉRATIONS

Liquidation judiciaire

Titre exécutoire..... alerte 38 (n° 3 – 15 févr.)

SAISIE IMMOBILIÈRE

Demande de report d'adjudication

Qualité

Débiteur surendetté..... alerte 16 (n° 2 – 15 févr.)

Ouverture d'une procédure de sauvegarde

Arrêt des voies d'exécution..... alerte 4 (n° 1 – 18 janv.)

SAISIE-ATTRIBUTION

Obligation de coopération du tiers saisi

Sanction..... repère 158 (n° 12 – 4 juill.)
 alerte 163 (n° 12 – 4 juill.)

Validité
 Absence de demande d'annulation
 Caractère facultatif..... repère 158 (n° 12 – 4 juill.)
 alerte 163 (n° 12 – 4 juill.)

Siège et ressort..... alerte 68 (n° 5 – 14 mars)

SALARIÉS

Information
 Reprise d'entreprise..... alerte 37 (n° 3 – 15 févr.)

SANCTIONS CIVILES

Assignation
 Effet interruptif de prescription
 Irrecevabilité de la demande..... repère 45 (n° 4 – 4 mars)
 alerte 55 (n° 4 – 4 mars)

Audition préalable du dirigeant
 Omission..... alerte 224 (n° 16 – 17 oct.)

Convocation du débiteur
 Omission
 Fin de non-recevoir..... alerte 40 (n° 3 – 15 févr.)

Requête en sanction personnelle
 Ministère public
 Interruption de la prescription..... alerte 228 (n° 16 – 17 oct.)

SANCTIONS PÉNALES

Délit d'entrave
 Absence d'information du comité d'entreprise
 Dépôt de bilan..... alerte 58 (n° 4 – 4 mars)

SAUVEGARDE ACCÉLÉRÉE

Conditions d'ouverture
 Conciliation..... alerte 206 (n° 15 – 3 oct.)

SURENDETTEMENT

Champ d'application
 Agent commercial..... alerte 178 (n° 13 – 27 juill.)
 Gérant d'EUURL..... alerte 247 (n° 18 – 17 nov.)

Déclaration des créances
 Point de départ du délai
 Notification du jugement..... alerte 180 (n° 13 – 27 juill.)

Irrecevabilité
 Auto-entrepreneur..... alerte 61 (n° 5 – 14 mars)

Mauvaise foi
 Absence de recherche d'emploi... alerte 15 (n° 2 – 1^{er} févr.)
 Caractérisation..... alerte 179 (n° 13 – 27 juill.)

Modification du Code de la consommation... alerte 83 (n° 7 – 11 avr.)
 alerte 177 (n° 13 – 27 juill.)

Prescription des créances..... alerte 84 (n° 7 – 11 avr.)

Règlement Insolvabilité
 Champ d'application..... alerte 99 (n° 8 – 2 mai)

Saisie immobilière
 Demande de report d'adjudication
 Qualité..... alerte 16 (n° 2 – 1^{er} févr.)

Voies d'exécution
 Demande de report de l'adjudication..... alerte 2 (n° 1 – 18 janv.)

T

TRANSFERT DES CONTRATS DE TRAVAIL

Dérogation..... alerte 208 (n° 15 – 3 oct.)

TRIBUNAL DE COMMERCE

Greffier
 Accès à la profession
 Réforme..... alerte 46 (n° 4 – 4 mars)

Juge consulaire
 Déontologie..... alerte 127 (n° 9 – 24 mai)

Loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle..... alerte 263 (n° 19 – 1^{er} déc.)

Tribunaux spécialisés
 Liste

V

VENTE DE FONDS DE COMMERCE

Surenchère du sixième
 Opposition au paiement du prix..... alerte 87 (n° 7 – 11 avr.)

VÉRIFICATION DES CRÉANCES

Compétence
 Pouvoir du juge..... alerte 285 (n° 20 – 14 déc.)
 Absence de contestation sérieuse... alerte 284 (n° 20 – 14 déc.)

Contestation
 Appel..... alerte 297 (n° 20 – 14 déc.)

Incompétence du juge-commissaire
 Notification irrégulière
 Délai pour saisir la juridiction compétente..... alerte 283 (n° 20 – 14 déc.)

VOIES DE RECOURS

Action en relevé de forclusion
 Appel
 Taux du ressort..... repère 29 (n° 3 – 15 févr.)
 alerte 44 (n° 3 – 15 févr.)

Admission des créances
 Appel d'un créancier
 Nécessité d'intimer le débiteur dessaisi..... alerte 173 (n° 12 – 4 juill.)

Pourvoi en cassation
 Qualité pour agir..... alerte 174 (n° 12 – 4 juill.)

Appel
 Indivisibilité entre plusieurs parties..... alerte 230 (n° 16 – 17 oct.)

Procédure à jour fixe
 Affaire instruire et jugée sous le contrôle d'un magistrat de la chambre, procédures collectives... alerte 13 (n° 1 – 18 janv.)

Qualité de liquidateur non mentionnée
 Omission matériellement réparable..... alerte 26 (n° 2 – 1^{er} févr.)

Résolution du plan et liquidation judiciaire
 Nécessité d'intimer le liquidateur... alerte 257 (n° 18 – 17 nov.)
 repère 278 (n° 20 – 14 déc.)
 alerte 295 (n° 20 – 14 déc.)

Appel-nullité
 Excès de pouvoir..... alerte 27 (n° 2 – 1^{er} févr.)

Contredit
 Délai
 Mention erronée concernant les voies de recours..... alerte 229 (n° 16 – 17 oct.)

Délai pour agir
 Interruption
 Dessaisissement..... alerte 149 (n° 11 – 20 juin)

Excès de pouvoir
 Notion..... alerte 232 (n° 16 – 17 oct.)

Plan de cession
 Cession des contrats nécessaires au maintien de l'activité... alerte 140 (n° 10 – 6 juin)

Jugement adoptant le plan de continuation
 Tierce opposition
 Conditions de recevabilité... alerte 42 (n° 3 – 15 févr.)

Ordonnance de taxe
 Convocation des parties..... alerte 28 (n° 2 – 1^{er} févr.)

Ordonnance du juge-commissaire
 Admission d'une créance à titre hypothécaire
 Tiers détenteur d'un bien immobilier..... alerte 157 (n° 11 – 20 juin)

Réalisation de l'actif
 Appel ouvert au créancier inscrit... alerte 155 (n° 11 – 20 juin)

Plan de cession
 Appel
 Intervention volontaire du dirigeant caution..... alerte 43 (n° 3 – 15 févr.)

Pourvoi en cassation
 Créancier nanti
 Rejet de la demande de vente de

Index alphabétique général

<i>gré à gré d'un fonds de com- merce</i>	alerte 156 (n° 11 – 20 juin)	Admission des créances	
Excès.....	alerte 128 (n° 9 – 24 mai)	<i>Tiers détenteur d'un bien objet d'une sûreté</i>	alerte 103 (n° 8 – 2 mai)
Ministère public		Tierce opposition nullité	
<i>Partie jointe</i>	alerte 141 (n° 10 – 6 juin)	Délai	
Report de l'examen de la clôture		<i>Dix jours</i>	alerte 231 (n° 16 – 17 oct.)
Mesure d'administration judiciaire..	repère 96 (n° 8 – 2 mai)	Vérification des créances	
	alerte 109 (n° 8 – 2 mai)	Tierce opposition.....	alerte 285 (n° 20 – 14 déc.)
Tierce opposition			

2015

Octobre

TGI Nanterre, ch. proc. coll., **23 oct. 2015**, n° 15/00062
(Rétablissement professionnel - Conditions d'ouverture) **alerte 3 (n° 1 – 18 janv.)**

Novembre

Cass. com., **3 nov. 2015**, n° 14-24.508 : JurisData n° 2015-029506 (Liquidation judiciaire) **alerte 38 (n° 3 – 15 févr.)**

Cass. soc., **4 nov. 2015**, n° 14-22.193, 14-22-196, 14-22.199 et 14-22.202, AGS et a. c/ M. Laurent Berland et a. : JurisData n° 2015-024625 (Plan de cession) **alerte 10 (n° 1 – 18 janv.)**

Comm. UE, **6 nov. 2015**, n° déc. (UE) 2016/285, concernant l'aide d'État SA.38545 2014/C mise à exécution par la République française en faveur de Mory-Ducros SAS et de MoryGlobal (Aides illégales) **alerte 86 (n° 7 – 11 avr.)**

Cass. soc., **12 nov. 2015**, n° 14-16.489, 14-16.567 et 14-16.814, Société UCPLM et a. c/ M. Froehlich ès qual. (Plan de cession) **alerte 9 (n° 1 – 18 janv.)**

Cass. 2° civ., **13 nov. 2015**, n° 14-24.468, société MJ-LEX, agissant en qualité de liquidateur judiciaire de la société Bonnevie automobiles c/ Société Banque populaire Loire et Lyonnais : JurisData n° 2015-027807 (Voies de recours) **alerte 26 (n° 2 – 1^{er} févr.)**

Cass., **17 nov. 2015**, n° 14-18.345, société LMP et a. c/ CRCAM Alpes-Provence : JurisData n° 2015-025767 (Créanciers antérieurs - Arrêt des voies d'exécution) **alerte 4 (n° 1 – 18 janv.)**

Cass. com., **17 nov. 2015**, n° 14-19.504, société BP Finances c/ société FHB ès qual. et a. : JurisData n° 2015-025758 (Procédure - Voies de recours) **alerte 12 (n° 1 – 18 janv.)**

Cass. soc., **26 nov. 2015**, n° 14-19.680, AGS et a. c/ E. Dayet et a. : JurisData n° 2015-026371 (Gestion de l'entreprise - AGS) **alerte 6 (n° 1 – 18 janv.)**

CA Caen, 2° ch. civ. com., **26 nov. 2015**, n° 15/00977, SARL S.O.M 61 c/ P. Huille-Eraud ès qual. et a. (Procédure - Avis du ministère public) **alerte 11 (n° 1 – 18 janv.)**

Décembre

Cass. com., **1^{er} déc. 2015**, n° 14-20.668, P.-C. Kisler c/ société Bro et Ponroy : JurisData n° 2015-027097 (Créances postérieures privilégiées) **alerte 5 (n° 1 – 18 janv.)**

Cass. 2° civ., **3 déc. 2015**, n° 14-20.390 : JurisData n° 2015-026996 (Surendettement - Saisie immobilière - Procédure) **alerte 2 (n° 1 – 18 janv.)**

Cass. 2° civ., **3 déc. 2015**, n° 14-20.912, société La Forêt et a. c/ SCP Pimouguet-Leuret-Devos-Bot et a. : JurisData n° 2015-026997 (Voies de recours) **alerte 13 (n° 1 – 18 janv.)**

CE, ss-sect. 4 et 5, **7 déc. 2015**, n° 381307, 381338, 381344 : JurisData n° 2015-027444 (Salariés - Plan de sauvegarde de l'emploi) **alerte 94 (n° 7 – 11 avr.)**

Cass. ass. plén., **7 déc. 2015**, n° 14-18.435 : JurisData n° 2015-027117 (Créanciers titulaires de sûretés - Gage sur stock) **alerte 7 (n° 1 – 18 janv.)**

Cass. soc., **10 déc. 2015**, n° 14-19.316 à 14-10.474, Société Kayat c/ M. Aboulin et a. : JurisData n° 2015-027511 (Situation des salariés) **alerte 22 (n° 2 – 1^{er} févr.)**

Cass. com., **15 déc. 2015**, n° 14-11.500, Société Consolis Denmark et a. c/ Société Mergemarket Limited et a. : JurisData n° 2015-028245 (Confidentialité) **alerte 17 (n° 2 – 1^{er} févr.)**

Cass. com., **15 déc. 2015**, n° 13-25.566, Société Cleia c/ Société Ceric technologies : JurisData n° 2015-028294 (Revendication) **alerte 21 (n° 2 – 1^{er} févr.)**

Cass. com., **15 déc. 2015**, n° 14-20.588, M. Croze c/ M. Ripert, en qualité de son commissaire à l'exécution du plan (Plan de redressement) **alerte 23 (n° 2 – 1^{er} févr.)**

Cass. com., **15 déc. 2015**, n° 14-17.833, Stés SMJ et Synergie, administrateurs de l'étude de M. Pic, liquidateur judiciaire de M. Claude Law Man Co, des sociétés Cogeco, Cocograin et de la SCI Law Man Co et a. c/ M. Odon (Excès de pouvoir) **alerte 27 (n° 2 – 1^{er} févr.)**

Cass. com., **15 déc. 2015**, n° 14-19.767, Société Les Vergers du Buëch c/ M^{me} Lageat, en qualité de représentant des créanciers du plan de redressement judiciaire de cette société (Rémunération) **alerte 28 (n° 2 – 1^{er} févr.)**

Cass. com., **15 déc. 2015**, n° 14-25.410, Société Nowell Chemicals entreprises Ltd c/ société HSBC France et a. (Redressement judiciaire) **alerte 41 (n° 3 – 15 févr.)**

2016

Janvier

Cass. 2° civ., **7 janv. 2016**, n° 15-10.633 : JurisData n° 2016-000018 (Surendettement - Bonne foi) **alerte 15 (n° 2 – 1^{er} févr.)**

Cass. 2° civ., **7 janv. 2016**, n° 14-26.908 : JurisData n° 2016-000026 (Surendettement - Saisie immobilière) **alerte 16 (n° 2 – 1^{er} févr.) (févr.)**

CA Lyon, ch. 3 A, **7 janv. 2016**, n° 15/01256, SA Lyonnaise de Banque c/ SA Plymouth française et a. : JurisData n° 2016-000146 (Admission des créances) **alerte 33 (n° 3 – 15 févr.)**

Cass. com., **12 janv. 2016**, n° 14-23.798, sociétés Dolley-Collet et Delaere, ès qual. liquidateurs judiciaires de la société MHS electronics c/ M. Bidan ès qual. commissaire à l'exécution du plan et administrateur de la société MHS electronics et a. (Cessation des paiements) **alerte 18 (n° 2 – 1^{er} févr.)**

Cass. com., **12 janv. 2016**, n° 14-21.295, M^{me} Lucas et a. c/ Caisse régionale de crédit agricole mutuel (CRCAM) de Champagne-Bourgogne (Admission des créances) **alerte 19 (n° 2 – 1^{er} févr.)**

Cass. com., **12 janv. 2016**, n° 14-16.310, Société Actis mandataires judiciaires, ès qual. liquidateur judiciaire de la société RG transports c/ société Fraikin France (Propriétaires de biens meubles) **alerte 20 (n° 2 – 1^{er} févr.)**

Cass. com., **12 janv. 2016**, n° 14-11.943, Société Compagnie azurée des télécommunications (CAT) c/ Société Compagnie générale de crédit aux particuliers (Crédipar) et a. (Propriétaires de biens meubles) **alerte 20 (n° 2 – 1^{er} févr.)**

Cass. com., **12 janv. 2016**, n° 14-23.359 et 14-27.090, Société JAJ Holding et a. c/ M. Guérard et a. (Responsabilité des dirigeants) **alerte 24 (n° 2 – 1^{er} févr.)**

Cass. com., **12 janv. 2016**, n° 14-21.393, SCI Pierre de Montereau c/ M^{me} Laure (Responsabilité du liquidateur) **alerte 25 (n° 2 – 1^{er} févr.)**

Cass. soc., **12 janv. 2016**, n° 14-13.414, M^{me} Florence Lannes Contre c/ Société Ses nouvelle et a. : JurisData n° 2015-029802 (Salariés) **alerte 35 (n° 3 – 15 févr.)**

Cass. com., **12 janv. 2016**, n° 3-24.211, 13-24.212, 13-24.287, 13-26.461 et 13-27.108 (Procédure) **alerte 40 (n° 3 – 15 févr.)**

Cass. com., **12 janv. 2016**, n° 13-24.058, M. Guyomard c/ E. De Rouge et a. : JurisData n° 2016-000231 (Plan de cession) **alerte 43 (n° 3 – 15 févr.)**

Cass. com., **12 janv. 2016**, n° 14-18.936, SELARL ASA c/ EURL Pharmacie Cornuel et a. : JurisData n° 2016-000234 (Voies de recours) **alerte 44 (n° 3 – 15 févr.)**

Cass. 1^{re} civ., **13 janv. 2016**, n° 14-29.534, M^{me} Ouzen, divorcée Rattaz c/ M. Yannick Mandin, en qualité de liquidateur judiciaire de M^{me} Nicole Ouzen et a. : JurisData n° 2016-000201 (Liquidation judiciaire - Indivision) **alerte 64 (n° 5 – 14 mars)**

Cass. com., **19 janv. 2016**, n° 14-21.432, M. Cartulat c/ comptable des impôts de Mont-de-Marsan (Responsabilité fiscale du dirigeant) **alerte 66 (n° 5 – 14 mars)**

Table chronologique de jurisprudence

- CA Grenoble, ch. com., **21 janv. 2016**, n° 14/02672 : JurisData n° 2016-000964 (*Créances antérieures - Relevé de forclusion*) **alerte 50** (n° 4 – 4 mars)
- Cass. com., **26 janv. 2016**, n° 14-17.672, 14-25.541, 14-28.826 et 14-28.856, M^{me} Noëlle Néri et a. c/ Société Bergerie de Manon et a. (*Confusion de patrimoines*) **alerte 30** (n° 3 – 15 févr.)
- Cass. com., **26 janv. 2016**, n° 15-13.986, M. Jean-Marc Marchat c/ M. Gérard Bourret et a. (*Confusion de patrimoines*) **alerte 31** (n° 3 – 15 févr.)
- Cass. com., **26 janv. 2016**, n° 14-23.388, Société Tirmant-Raulet ès qual. c/ Société Banque CIC Est et a. (*Déclaration de créance*) **alerte 32** (n° 3 – 15 févr.)
- Cass. com., **26 janv. 2016**, n° 14-23.390, Société Tirmant-Raulet ès qual. c/ Société Banque CIC Est et a. (*Déclaration de créance*) **alerte 32** (n° 3 – 15 févr.)
- Cass. com., **26 janv. 2016**, n° 13-28.378, Caisse du crédit-mutuel Bas Chablais c/ M^{me} Marina Abou (*Caution*) **alerte 34** (n° 3 – 15 févr.)
- Cass. com., **26 janv. 2016**, n° 14-23.771, M. René Pinot et a. c/ M. François Berthelot et a. (*Responsabilité des mandataires*) **alerte 39** (n° 3 – 15 févr.)
- Cass. com., **26 janv. 2016**, n° 14-11.298 et 14-13.690, société Interfimo c/ société Pharmacie Jayne et Secchi et a. (*Voies de recours*) **alerte 42** (n° 3 – 15 févr.)
- Cass. com., **26 janv. 2016**, n° 14-18.615, société Nevets Il c/ caisse régionale de Crédit maritime mutuel du littoral du Sud-Ouest et a. (*Créances antérieures - Déclaration*) **alerte 49** (n° 4 – 4 mars)
- Cass. com., **26 janv. 2016**, n° 14-20.304, V. Schneider c/ société Banque populaire Aquitaine Centre Atlantique : JurisData n° 2006-036451 (*Caution*) **alerte 52** (n° 4 – 4 mars)
- Cass. com., **26 janv. 2016**, n° 14-23.285, E. Pizzighini c/ Banque européenne crédit mutuel : JurisData n° 2016-001026 (*Cautionnement*) **alerte 53** (n° 4 – 4 mars)
- Cass. com., **26 janv. 2016**, n° 14-17.952, E. Cormier c/ société MJA ès qual. et a. : JurisData n° 2016-001098 (*Dirigeants - Sanctions patrimoniales et professionnelles*) **alerte 55** (n° 4 – 4 mars)
- Cass. crim., **26 janv. 2016**, n° 13-82.158 : JurisData n° 2016-001039 (*Sanctions pénales*) **alerte 58** (n° 4 – 4 mars)
- Cass. com., **26 janv. 2016**, n° 14-23.390, Société Tirmant Raulet, en qualité de représentant des créanciers au redressement judiciaire de la société Champagne Delbeck c/ Banque CIC Est (*Créanciers - Déclaration*) **alerte 62** (n° 5 – 14 mars)
- Cass. com., **26 janv. 2016**, n° 14-14.742, SARL Compagnie hôtelière d'exploitation du Cannes palace c/ SAS Société foncière Clannathone : JurisData n° 2016-001027 (*Plan de cession*) **alerte 63** (n° 5 – 14 mars)
- Cass. com., **26 janv. 2016**, n° 14-13.851, Société Noël Nodée Lanzetta, en qualité de liquidateur judiciaire M. Tressel c/ M^{me} Schaming Fidry, en qualité de liquidateur judiciaire de M^{me} Germain, épouse Andoche, divorcée Tressel (*Liquidation judiciaire*) **alerte 65** (n° 5 – 14 mars)
- Cass. 2^e civ., **28 janv. 2016**, n° 15-13.222, société Gestion informatique et administrative et a. c/ société Cuir Corrugated Machinery : JurisData n° 2016-001002 (*Créances antérieures - Arrêt des procédures d'exécution*) **alerte 48** (n° 4 – 4 mars)
- CA Lyon, ch. 3 A, **28 janv. 2016**, n° 17/09777, SARL Aux délices de la Tour c/ J.-L. Jal et a. : JurisData n° 2016-001407 (*Plan de cession - Appel du débiteur*) **alerte 69** (n° 5 – 14 mars)
- Février**
- CA Paris, pôle 5, ch. 8, **2 févr. 2016**, n° 15/01766, Direction régionale des finances publiques d'Île de France et du département de Paris c/ SA Coopérative d'exploitation du livre français et a. (*Déclaration de créance - Récupération des aides d'État*) **alerte 75** (n° 6 – 1^{er} avr.)
- Cass. soc., **3 févr. 2016**, n° 14-17.886, A. Ferreira c/ SELARL Périn-Borkowiak ès qual. et a. : JurisData n° 2016-001488 (*Salariés*) **alerte 56** (n° 4 – 4 mars)
- Cass. 1^{re} civ., **3 févr. 2016**, n° 14-25.695 et 14-25.733, Banque populaire Alsace Lorraine Champagne c/ société Le Bal'asko et a. : JurisData n° 2016-001527 (*Responsabilité des tiers*) **alerte 57** (n° 4 – 4 mars)
- Cass. 1^{re} civ., **3 févr. 2016**, n° 14-25.695, Banque populaire Alsace Lorraine Champagne c/ société Le Bal'asko et a. : JurisData n° 2016-001527 (*Responsabilité du banquier*) **alerte 67** (n° 5 – 14 mars)
- Cass. soc., **3 févr. 2016**, n° 14-17.886, M. X c/ M. Y ès qual. : JurisData n° 2016-001488 (*Salariés*) **alerte 76** (n° 6 – 1^{er} avr.)
- Cass. com., **9 févr. 2016**, n° 14-22.656 (*Mandataire judiciaire - Exercice de la profession*) **alerte 47** (n° 4 – 4 mars)
- Cass. com., **9 févr. 2016**, n° 14-23.219, Banque populaire occitane c/ J.-M. Laborie (*Caution - Plan de cession*) **alerte 54** (n° 4 – 4 mars)
- Cass. com., **9 févr. 2016**, n° 14-23.229, Banque populaire occitane c/ M.-T. Piques (*Caution - Plan de cession*) **alerte 54** (n° 4 – 4 mars)
- Cass. soc., **10 févr. 2016**, n° 15-16.132 à 15-16.133 : JurisData n° 2016-001992 (*Salariés*) **alerte 93** (n° 7 – 11 avr.)
- Cass. com., **16 févr. 2016**, n° 14-10.378 : JurisData n° 2016-002556 (*Nullités de la période suspecte*) **alerte 79** (n° 6 – 1^{er} avr.)
- Cass. crim., **17 févr. 2016**, n° 14-83.663 : JurisData n° 2016-002526 (*Faillite personnelle et interdiction de gérer*) **alerte 81** (n° 6 – 1^{er} avr.)
- Cass. crim., **17 févr. 2016**, n° 15-80.984 : JurisData n° 2016-002582 (*Qualité à agir*) **alerte 113** (n° 8 – 2 mai)
- Cass. 2^e civ., **18 févr. 2016**, n° 14-29.223, M. Benazerah c/ BNP Paribas et a. (*Débiteurs assujettis*) **alerte 61** (n° 5 – 14 mars)
- Cass. 2^e civ., **18 févr. 2016**, n° 15-10.876, Épx Laby c/ Banque Populaire Aquitaine Centre Atlantique (*Débiteurs assujettis*) **alerte 61** (n° 5 – 14 mars)
- Cass. 2^e civ., **18 févr. 2016**, n° 14-17.782 : JurisData n° 2016-002602 (*Rétablissement personnel*) **alerte 85** (n° 7 – 11 avr.)
- CJUE, 4^e ch., **25 févr. 2016**, n° aff. C-292/14, Ellimiko Dimosio c/ Stefanos Stroumpoulis et a. (*Garantie des salaires*) **alerte 77** (n° 6 – 1^{er} avr.)
- Mars**
- Cass. com., **1^{er} mars 2016**, n° 14-19.875, M. Joël Morel c/ M. Bernard Di Martino ès qual. et a. : JurisData n° 2016-003586 (*Contrat en cours*) **alerte 74** (n° 6 – 1^{er} avr.)
- Cass. com., **1^{er} mars 2016**, n° 14-14.716, Société Cafan et a. c/ Société Vêtements Henry Mazoyer : JurisData n° 2016-003733 (*Plan de cession*) **alerte 80** (n° 6 – 1^{er} avr.)
- Cass. com., **1^{er} mars 2016**, n° 14-16.402, C. Froesch c/ Société générale : JurisData n° 2016-003711 (*Caution - Plan de sauvegarde*) **alerte 90** (n° 7 – 11 avr.)
- Cass. com., **1^{er} mars 2016**, n° 14-20.553, Société Banque Chaix c/ M. Alain Saint-Léger et a. : JurisData n° 2016-003571 (*Caution - Plan de redressement*) **alerte 91** (n° 7 – 11 avr.)
- Cass. com., **1^{er} mars 2016**, n° 14-14.401, Société Crédit-Lyonnais c/ Société Grave-Randoux, ès qual. et a. : JurisData n° 2016-003666 (*Gage*) **alerte 92** (n° 7 – 11 avr.)
- Cass. com., **1^{er} mars 2016**, n° 14-21.997, M. Brahim Tahiri c/ M. Philippe Pernaud-Orliac ès qual. : JurisData n° 2016-003573 (*Conversion du redressement en liquidation judiciaire*) **alerte 108** (n° 8 – 2 mai)
- Cass. soc., **2 mars 2016**, n° 14-23.602, AGS et a. c/ société EMJ ès qual. et a. (*Garantie des salaires*) **alerte 78** (n° 6 – 1^{er} avr.)
- Cass. crim., **9 mars 2016**, n° 14-86.631 : JurisData n° 2016-004134 (*Pouvoirs du débiteur*) **alerte 133** (n° 10 – 6 juin)
- CA Versailles, **15 mars 2016**, n° 15/01342, M. D. c/ M. Sénéchal ès qual. : JurisData n° 2016-004633 (*Administration de l'entreprise*) **alerte 117** (n° 9 – 24 mai)
- Cass. 2^e civ., **17 mars 2016**, n° 14-24.986 : JurisData n° 2016-004642 (*Surendettement - Prescription*) **alerte 84** (n° 7 – 11 avr.)
- Cass. 2^e civ., **17 mars 2016**, n° 14-26.868, M. L. c/ Société Cetelem et a. : JurisData n° 2016-004650 (*Surendettement - Règlement insolvabilité*) **alerte 99** (n° 8 – 2 mai)
- Cass. com., **22 mars 2016**, n° 14-19.915, société Team 41 et a. c/ R. Dupont ès qual. (*Juge-commissaire - Mesures d'investigation*) **alerte 88** (n° 7 – 11 avr.)

Cass. com., **22 mars 2016**, n° 14-18.873, société CIC
c/ P. Canet ès qual. (*Liquidation - Clôture pour
insuffisance d'actif - Reprise de la procédure*) **alerte 89 (n° 9 – 11 avr.)**

Cass. com., **22 mars 2016**, n° 14-21.267, société Aurélie
Lecaudey ès qual. c/ F. Bouchereau (*Réalisation de l'actif -
Déclaration d'insaisissabilité*) **alerte 95 (n° 7 – 11 avr.)**

Cass. com., **22 mars 2016**, n° 14-20.077, ociété Recaoer
c/ M. Brennac, en qualité de mandataire judiciaire de la
société Recaoer et a. : JurisData n° 2016-005409
(*Créanciers antérieurs - Contestation de créance*) **alerte 102 (n° 8 – 2 mai)**

Cass. com., **22 mars 2016**, n° 14-21.919, M. W
c/ M. Theetten, ès qual. Liquidateur judiciaire de M. W :
JurisData n° 2016-005343 (*Liquidation judiciaire -
Examen de la clôture*) **alerte 109 (n° 8 – 2 mai)**

Cass. com., **22 mars 2016**, n° 14-20.690, Société Sedex
c/ Société Grave Wallyn Randoux, liquidateur judiciaire de
la société GE (*Liquidation judiciaire - Clôture*) **alerte 110 (n° 8 – 2 mai)**

Cass. com., **22 mars 2016**, n° 14-14.980, M. Jérôme
Cabooter, en qualité de mandataire ad hoc de la société
Clinique Armand Brillard c/ Société Bred banque
populaire et a. (*Soutien abusif*) **alerte 111 (n° 8 – 2 mai)**

Cass. soc., **23 mars 2016**, n° 14-22.950, 14-22.960,
14-22.961, 14-22.963, Société TCA ès qual. et a.
c/ M. Philippe Becker et a. : JurisData n° 2016-005078
(*Licenciement économique*) **alerte 124 (n° 9 – 24 mai)**

Cass. soc., **24 mars 2016**, n° 16-40.010, Sté Pages
jaunes c/ M. Godier : JurisData n° 2016-005338
(*Licenciement économique*) **alerte 123 (n° 9 – 24 mai)**

CA Caen, 2^e ch. civ. et com., **24 mars 2016**, n° 15/
02070, M. Vincent Bouckaert c/ Urssaf de Basse
Normandie et a. (*Cessation des paiements*) **alerte 115 (n° 9 – 24 mai)**

CA Caen, 2^e ch. civ. et com., **24 mars 2016**, n° 15/
04363, Urssaf de Basse-Normandie c/ Jean-Louis Claude
Ernest Rochelle et a. (*Compétence*) **alerte 137 (n° 10 – 6 juin)**

CA Caen, 2^e ch. civ. et com., **31 mars 2016**, n° 15/
03155, M. Ortusi c/ M^{me} Dorothee Simon et a.
(*Liquidation judiciaire*) **alerte 125 (n° 9 – 24 mai)**

Avril

Cass. avis, **4 avr. 2016**, n° 16003 : JurisData n° 2016-
006373 (*Procédure*) **alerte 138 (n° 10 – 6 juin)**

Cass. com., **5 avr. 2016**, n° 14-21.267, M. L. c/ Caisse
régional du régime social des indépendants (RSI)
(*Interdiction des paiements - Cotisations sociales*) **alerte 100 (n° 8 – 2 mai)**

Cass. com., **5 avr. 2016**, n° 14-20.169, Société Caisse
fédérale du crédit mutuel c/ Société financière Serge
Demeutos et a. (*Créanciers antérieurs - Admission des
créances*) **alerte 101 (n° 8 – 2 mai)**

Cass. com., **5 avr. 2016**, n° 14-23.906, SCP Tirmant-
Raulet, liquidateur judiciaire de la société Maison du
cadeau c/ Société Banque CIC Est et a. (*Créanciers
antérieurs - Admission des créances*) **alerte 101 (n° 8 – 2 mai)**

Cass. com., **5 avr. 2016**, n° 14-20.467, Société Banque
populaire Côte d'Azur c/ Société Stéphanie Bienfait,
liquidateur judiciaire de la société Kaprim (*Créanciers
antérieurs - Réclamation*) **alerte 103 (n° 8 – 2 mai) (mai)**

Cass. com., **5 avr. 2016**, n° 14-22.733, Société Affinage
récupération négoce (ARN) et a. c/ M. G. Philippot en son
nom personnel et en qualité de d'administrateur de la
société GM et a. (*Revendication*) **alerte 104 (n° 8 – 2 mai)**

Cass. com., **5 avr. 2016**, n° 14-21.664, M. Cera
c/ Société Autoroutes du Sud de la France (*Contrat en
cours*) **alerte 105 (n° 8 – 2 mai)**

Cass. com., **5 avr. 2016**, n° 14-18.280, M. Deneuille
c/ M. Dezarneaud et a. (*Créancier postérieur*) **alerte 106 (n° 8 – 2 mai)**

Cass. com., **5 avr. 2016**, n° 14-18.403, M^{me} Tripart
c/ M. Picquout et a. (*Période suspecte*) **alerte 107 (n° 8 – 2 mai)**

Cass. com., **5 avr. 2016**, n° 14-13.843, M. Uzan
c/ M. Rogeau, liquidateur judiciaire de la société
Meubl'Elone et a. (*Responsabilité pour insuffisance
d'actif*) **alerte 112 (n° 8 – 2 mai)**

Cass. com., **5 avr. 2016**, n° 14-19.869, SELARL Brenac et
associés c/ Société Olicom : JurisData n° 2016-006835
(*Extension de procédure*) **alerte 116 (n° 9 – 24 mai)**

Cass. com., **5 avr. 2016**, n° 14-24.640, Back c/ Maigret :
JurisData n° 2016-006837 (*Arrêt des poursuites*) **alerte 120 (n° 9 – 24 mai)**

CE, **6 avr. 2016**, n° 396364 : JurisData n° 2016-006936
(*Dépôt des comptes - Pouvoir d'injonction du juge*) **alerte 131 (n° 10 – 6 juin)**

CA Toulouse, **13 avr. 2016**, n° 15/05695, Pôle de
recouvrement spécialisé de la Haute Garonne
c/ M^{me} Vinceneux, ès qual. et a. (*Déclaration des créances
fiscales - Délai*) **alerte 134 (n° 10 – 6 juin)**

Mai

Cass. com., **3 mai 2016**, n° 14-23.369, Société Parmain
alimentation discount c/ Société Dia France (*Contrats en
cours*) **alerte 118 (n° 9 – 24 mai)**

Cass. com., **3 mai 2016**, n° 14-23.727, Société
Sogéfirmur c/ SCI Prunera père fils et fille et a. (*Contrat en
cours*) **alerte 119 (n° 9 – 24 mai)**

Cass. com., **3 mai 2016**, n° 14-24.855, M. Robert
Refnou c/ M^{me} Muriel Amauger ès qual. et a. (*Créance
salariale*) **alerte 121 (n° 9 – 24 mai)**

Cass. com., **3 mai 2016**, n° 14-25.213, M. Léon Rodde
c/ Société Générale des textiles Balsan (*Clôture de la
procédure*) **alerte 126 (n° 9 – 24 mai)**

Cass. com., **3 mai 2016**, n° 14-24.865, M. Christophe
Moreau et a. c/ M. Armel Dolley, ès qual. et a. (*Voies de
recours*) **alerte 128 (n° 9 – 24 mai)**

Cass. com., **3 mai 2016**, n° 14-24.586, Sté Phoenix
Pharma c/ M^{me} Martin-Touchais, ès qual. et a. : JurisData
n° 2016-008366 (*Revendications et droits du vendeur de
meubles*) **alerte 135 (n° 10 – 6 juin)**

Cass. com., **3 mai 2016**, n° 14-21.556, Finasiel
Stabilitet AVS c/ Garnier ès qualités de mandataire
liquidateur de M^{me} Heiberg et les ex-époux Heiberg en
personne : JurisData n° 2016-008400 (*Interdiction des
inscriptions*) **alerte 136 (n° 10 – 6 juin)**

Cass. com., **3 mai 2016**, n° 14-11.798, M^{me} Anita
Allione c/ M. Simon Laure ès qual. : JurisData n° 2016-
008631 (*Responsabilité pour insuffisance d'actif*) **alerte 139 (n° 10 – 6 juin)**

Cass. com., **3 mai 2016**, n° 14-20.895, Société
Délicadessert c/ M^{me} Dominique Rafoni ès qual. et a.
(*Voies de recours*) **alerte 140 (n° 10 – 6 juin)**

Cass. com., **3 mai 2016**, n° 14-50.064, Procureur
général près la cour d'appel de Pau c/ Sté Famille
Michaud apiculteurs et a. (*Voies de recours*) **alerte 141 (n° 10 – 6 juin)**

CA Besançon, **4 mai 2016**, n° 15/02047 : JurisData
n° 2016-009590 (*Faillite personnelle, interdiction de
gérer*) **alerte 196 (n° 14 – 19 sept.)**

Cass. 2^e civ., **12 mai 2016**, n° 15-13.742 : JurisData
n° 2016-008945 (*Rétablissement personnel*) **alerte 143 (n° 11 – 20 juin)**

Cass. 2^e civ., **12 mai 2016**, n° 15-13.833, M. Bachamany
c/ Institut fondation du monde arabe : JurisData n° 2016-
008991 (*Arrêt des voies d'exécution*) **alerte 163 (n° 12 – 4 juill.)**

Cass. com., **18 mai 2016**, n° 13-27.606, M^{me} Guillouet,
ès qual. c/ M^{me} Vasselon-Gaudin et a. (*Extension de
procédure - Confusion de patrimoines*) **alerte 132 (n° 10 – 6 juin)**

Cass. com., **18 mai 2016**, n° 14-24.910, Banque Nuger
c/ R. Pétavy ès qual. : JurisData n° 2016-009444 (*Période
suspecte*) **alerte 145 (n° 11 – 20 juin)**

Cass. com., **18 mai 2016**, n° 14-25.997, C. Dauverchain
ès qual. c/ société 23 rue Baudin : JurisData n° 2016-
009445 (*Liquidation judiciaire - Dessaisissement - Délai
d'appel*) **alerte 149 (n° 11 – 20 juin)**

Cass. com., **18 mai 2016**, n° 14-16.895,
M. Burckbuchler c/ M. Souchon, ès qual. et a. (*Dirigeants
- Sanctions patrimoniales*) **alerte 152 (n° 11 – 20 juin)**

Cass. com., **18 mai 2016**, n° 14-15.849, M. Barbosa
c/ Sté Gauthier Sohm ès qual. (*Responsabilité pour
insuffisance d'actif*) **alerte 153 (n° 11 – 20 juin)**

Cass. com., **18 mai 2016**, n° 14-19.622, M. Boczmak
c/ société France maisons et a. : JurisData n° 2016-
009439 (*Voies de recours - Réalisation des actifs
immobiliers*) **alerte 155 (n° 11 – 20 juin)**

- Cass. com., **18 mai 2016**, n° 14-24.929, Sté Caisse d'épargne et de prévoyance Bretagne-Pays de Loire c/ Sté Crépus 3 et a. (*Voies de recours*)..... **alerte 156** (n° 11 – 20 juin)
- Cass. com., **18 mai 2016**, n° 14-22.166, Sté Saint-Denac immobilier c/ M. Dupont, ès qualités de mandataire judiciaire de la société Saint-Denac immobilier et a. : JurisData n° 2016-009531 (*Cessation des paiements*)..... **alerte 161** (n° 12 – 4 juill.)
- Cass. com., **18 mai 2016**, n° 14-50.029, société Axa France IARD c/ Gomis : JurisData n° 2016-009884 (*Responsabilité des mandataires*)..... **alerte 189** (n° 13 – 27 juill.)
- Cass. com., **19 mai 2016**, n° 15-10.072 et 15-10.078, AGS c/ Sirirat Cambuzat et a. : JurisData n° 2016-009360 (*Salariés - AGS - Instances en cours*)..... **alerte 151** (n° 11 – 20 juin)
- Cass. com., **24 mai 2016**, n° 12-20-723, Sté Orion c/ M. Rafoni et a. : JurisData n° 2016-009921 (*Arrêt du cours des intérêts*)..... **alerte 164** (n° 12 – 4 juill.)
- Cass. 3^e civ., **26 mai 2016**, n° 15-12.750 : JurisData n° 2016-010070 (*Contrats en cours - Clause résolutoire*)... **alerte 146** (n° 11 – 20 juin)
- Cass. com., **31 mai 2016**, n° 14-24.115, société Laurélien c/ société Établissements Fregeac Nicolas et a. (*Créances antérieures - Instances en cours - Déclaration de créance*)..... **alerte 144** (n° 11 – 20 juin)
- Cass. com., **31 mai 2016**, n° 14-28.056, B. Meffray et a. (*Gestion de l'entreprise - Assistance d'un administrateur*)... **alerte 148** (n° 11 – 20 juin)
- Cass. com., **31 mai 2016**, n° 14-28.057, B. Meffray et a. c/ société BTSG (*Gestion de l'entreprise - Assistance d'un administrateur*)..... **alerte 148** (n° 11 – 20 juin)
- Cass. com., **31 mai 2016**, n° 14-23.946, société Leblanc, Lehericy, Herbaut c/ SCI du Centre (*Responsabilité du liquidateur*)..... **alerte 154** (n° 11 – 20 juin)
- Cass. com., **31 mai 2016**, n° 14-21.666, société Les Sauges c/ J. Dutot ès qual. et a. (*Voies de recours - État des créances*)..... **alerte 157** (n° 11 – 20 juin)
- Cass. com., **31 mai 2016**, n° 14-19.983, Sté F4 Holding c/ sté Thomson Broadcast et a. : JurisData n° 2016-010805 (*Cessation des paiements*)..... **alerte 162** (n° 12 – 4 juill.)
- Cass. com., **31 mai 2016**, n° 14-20.075, Carpimko c/ M. Roumezi et a. : JurisData n° 2016-010719 (*Admission des créances*)..... **alerte 165** (n° 12 – 4 juill.)
alerte 166 (n° 12 – 4 juill.)
- Cass. com., **31 mai 2016**, n° 13-25.509, Sté Casetti condiments et a. c/ Sté Los Comaills Holding : JurisData n° 2016-010722 (*Garantie à première demande*)... **alerte 167** (n° 12 – 4 juill.)
- Cass. com., **31 mai 2016**, n° 14-25.465, Sté Compagnie de financement foncier c/ M^{me} Maria-Beatriz Do Couto Teixeira et M. Rogeau, ès qual. mandataire judiciaire (*Relevé de forclusion*)..... **alerte 168** (n° 12 – 4 juill.)
- Cass. com., **31 mai 2016**, n° 14-25.999, Sté Saimlease c/ Sté Trouillet 85 (*Revendication*)..... **alerte 169** (n° 12 – 4 juill.)
- Cass. com., **31 mai 2016**, n° 13-14.109, M. Attias et a. c/ M. Abbadie, ès qual. (*Résolution du plan*)..... **alerte 170** (n° 12 – 4 juill.)
- Cass. com., **31 mai 2016**, n° 14-21.564, M. Bermond, ès qual. liquidateur judiciaire de la société Gauthier et a. c/ M. Goutier (*Liquidation judiciaire - Réalisation d'actif*)... **alerte 171** (n° 12 – 4 juill.)
- Cass. com., **31 mai 2016**, n° 14-24.779, M. Verrechia, ès qual. liquidateur judiciaire de la société M & C Marketing terrain animations c/ M. Davaud (*Dirigeants - Sanctions patrimoniales*)..... **alerte 172** (n° 12 – 4 juill.)
- Cass. com., **31 mai 2016**, n° 14-20.882, Sté Vinci immobilier résidentiel c/ Sté Bernard Beuzebec, ès qual. mandataire judiciaire (*Appel*)..... **alerte 173** (n° 12 – 4 juill.)
- Cass. com., **31 mai 2016**, n° 14-20.447, Sté BHP et a. c/ M. Ruffin, ès qual. Liquidateur judiciaire de la société Flair résine (*Ministère public*)..... **alerte 175** (n° 12 – 4 juill.)
- Cass. com., **31 mai 2016**, n° 14-23.946, société Leblanc, Lehericy, Herbaut c/ SCI du Centre : JurisData n° 2016-010812 (*Responsabilité des mandataires*)..... **alerte 189** (n° 13 – 27 juill.)
- Juin**
- Cass. com., **7 juin 2016**, n° 14-20.070, Consorts Ayzac c/ M^{me} Rinnert : JurisData n° 2016-011176 (*Confusion des patrimoines*)..... **alerte 159** (n° 12 – 4 juill.)
- Cass. com., **7 juin 2016**, n° 14-25.139, Sté d'exploitation de la promotion sauvage et a. c/ M^{me} Ellouet et a. (*Pourvoi en cassation*)..... **alerte 174** (n° 12 – 4 juill.)
- Cass. soc., **8 juin 2016**, n° 3-23.811, M. Gazzotti c/ Société nationale maritime Corse Méditerranée (SNM) (*Salariés*)..... **alerte 186** (n° 13 – 27 juill.)
- Cass. 2^e civ., **9 juin 2016**, n° 15-20.862, M^{me} Catherine Servoles épouse Zambeaux c/ M. Franck Michel et a. : JurisData n° 2016-011324 (*Organes*)..... **alerte 182** (n° 13 – 27 juill.)
- TGI Valenciennes, **9 juin 2016**, n° 15-01734, Association Oxygène (*Poursuite de la période d'observation*)... **alerte 160** (n° 12 – 4 juill.)
- Cass. com., **14 juin 2016**, n° 14-19.742, Sté CIC Nord-Ouest c/ Sté Les Vins Erde et a. : JurisData n° 2016-011851 (*Responsabilité des tiers et des mandataires*)... **alerte 200** (n° 14 – 19 sept.)
- Cass. soc., **15 juin 2016**, n° 15-18.123, M^{me} Marielle Vidal c/ Société Vidal et a. (*Instance en cours*)..... **alerte 187** (n° 13 – 27 juill.)
- Cass. 2^e civ., **16 juin 2016**, n° 15-20.231, URSSAF Provence-Alpes Côtes d'Azur c/ M. Vincent de Carrière ès qual. et a. : JurisData n° 2016-011579 (*Interdiction des paiements*)..... **alerte 184** (n° 13 – 27 juill.)
- Cass. 2^e civ., **23 juin 2016**, n° 15-16.637 : JurisData n° 2016-012272 (*Surendettement*)..... **alerte 178** (n° 13 – 27 juill.)
- Cass. 2^e civ., **23 juin 2016**, n° 15-21.442 : JurisData n° 2016-012392 (*Surendettement*)..... **alerte 179** (n° 13 – 27 juill.)
- Cass. 2^e civ., **23 juin 2016**, n° 15-19.895 : JurisData n° 2016-012389 (*Surendettement*)..... **alerte 180** (n° 13 – 27 juill.)
- Cass. 2^e civ., **23 juin 2016**, n° 15-21.408, Société DG Holidays et a. c/ SCI Salon Sainte-Croix : JurisData n° 2016-012232 (*Plan de cession*)..... **alerte 188** (n° 13 – 27 juill.)
- Cass. com., **28 juin 2016**, n° 14-21.668, Société Innelec Multimédia c/ Société Villa Francis ès qual. : JurisData n° 2016-012695 (*Créance postérieure*)..... **alerte 185** (n° 13 – 27 juill.)
- Cass. com., **28 juin 2016**, n° 14-20.118, M. Cosme Rogeau c/ Société MB : JurisData n° 2016-012657 (*Responsabilité du liquidateur*)..... **alerte 190** (n° 13 – 27 juill.)
- Cass. com., **28 juin 2016**, n° 14-21.810, M. Sebban et a. c/ Sté Interfimo : JurisData n° 2016-012665 (*Caution*)... **alerte 194** (n° 14 – 19 sept.)
- Cass. com., **28 juin 2016**, n° 16-40.208, M. Mouselli c/ Procureur général près la cour d'appel de Paris, service financier et commercial et a. : JurisData n° 2016-012870 (*Faillite personnelle et interdiction de gérer*)..... **alerte 197** (n° 14 – 19 sept.)
- Cass. crim., **28 juin 2016**, n° 16-90.010, M. Yahoui, QPC : JurisData n° 2016-012693 (*Faillite personnelle et interdiction de gérer*)..... **alerte 198** (n° 14 – 19 sept.)
- Cass. com., **28 juin 2016**, n° 14-22.534, M^{me} Losco c/ M. Ferrari ès qual. et a. (*Responsabilité pour insuffisance d'actif*)..... **alerte 199** (n° 14 – 19 sept.)
- Cass. com., **28 juin 2016**, n° 14-10.415, Sté DFC Group AS c/ M^{me} Dumoulin ès qual. : JurisData n° 2016-012672 (*Procédure*)..... **alerte 201** (n° 14 – 19 sept.)
- Cass. com., **28 juin 2016**, n° 14-26.944, F-D, M. Dahan c/ M. Pierrel ès qual. et a. (*Sanctions civiles*)..... **alerte 225** (n° 16 – 17 oct.)
- Cass. com., **28 juin 2016**, n° 15-13.310, F-D, Banque CIC Lyonnaise de banque c/ Sté Au Pain de la fontaine et a. (*Voies de recours*)..... **alerte 229** (n° 16 – 17 oct.)
- Cass. com., **28 juin 2016**, n° 14-21.766, F-D, M. Taieb c/ Sté Patrice Brignier, ès qual. et a. (*Voies de recours*)... **alerte 232** (n° 16 – 17 oct.)
- Cass. soc., **30 juin 2016**, n° 14-26.172, Société Clinique d'Epemay c/ M. François Boure et a. : JurisData n° 2016-012668 (*Plan de cession*)..... **alerte 209** (n° 15 – 3 oct.)
- Juillet**
- Cons. const., **1^{er} juill. 2016**, n° 2016-548 QPC (*Prévention*)..... **alerte 181** (n° 13 – 27 juill.)
- Cass. 1^{re} civ., **6 juill. 2016**, n° 15-14.664, M^{me} Valencia Garcia ès qual. et a. c/ Sté Eliseo Finance et a. : JurisData n° 2016-013780 (*Procédure*)..... **alerte 202** (n° 14 – 19 sept.)

Cass. soc., **6 juill. 2016**, n° 14-27.266 et s., FS-P+B, Société Continental France et a. c/ M. Mohamed Ayssi et a. : JurisData n° 2016-012984 (*Salariés*)..... **alerte 221 (n° 16 – 17 oct.)**

Cass. soc., **6 juill. 2016**, n° 14-26.541, FS-P+B, Société Proma SSA c/ M. Aldo Filippi et a. : JurisData n° 2016-013651 (*Salariés*)..... **alerte 221 (n° 16 – 17 oct.)**

Cass. soc., **6 juill. 2016**, n° 15-15.481 et s., FS-P+B, Société 3 Suisses France et a. c/ M^{me} Nolwen André et a. : JurisData n° 2016-013650 (*Salariés*)..... **alerte 221 (n° 16 – 17 oct.)**

CE, 8^e et 3^e ch. réunies, **8 juill. 2016**, n° 371080 (*Déclaration et admission des créances*)..... **alerte 249 (n° 18 – 17 nov.)**

Cass. avis, **8 juill. 2016**, n° 16007, demande d'avis n° Y 13-70.005, URSSAF - Crédit Municipal de Dijon c/ M^{me} X... épse Y... (*Rétablissement personnel*)..... **alerte 204 (n° 15 – 3 oct.)**

Cass. soc., **11 juill. 2016**, n° 15-12.752, FS-P+B+R+I, M. Mohamed Said c/ M. Christian Wiat et a. : JurisData n° 2016-013466 (*Salariés*)..... **alerte 220 (n° 16 – 17 oct.)**

Cass. com., **12 juill. 2016**, n° 14-19.694, Syndicat des copropriétaires Résidence Central Fac c/ Sté Central fac : JurisData n° 2016-013725 (*Conditions d'ouverture de la procédure - Société dissoute*)..... **alerte 192 (n° 14 – 19 sept.)**

Cass. com., **12 juill. 2016**, n° 15-16.389, Banque populaire Alsace-Lorraine-Champagne c/ M^{me} Dufay : JurisData n° 2016-013735 (*Plan de cession*)..... **alerte 193 (n° 14 – 19 sept.)**

Cass. com., **12 juill. 2016**, n° 15-50.008, M. Procureur général près la cour d'appel de Reims c/ té Contant-Cardon, ès qual. : JurisData n° 2016-013730 (*Organes*)..... **alerte 195 (n° 14 – 19 sept.)**

Cass. com., **12 juill. 2016**, n° 14-27.983, Caisse régionale de Crédit agricole Mutuel de Paris et d'Île de France c/ Procureur général près la cour d'appel de Paris et a. : JurisData n° 2016-013679 (*Conditions d'ouverture - Sauvegarde accélérée*)..... **alerte 206 (n° 15 – 3 oct.)**

Cass. com., **12 juill. 2016**, n° 15-17.321, Crédit immobilier de France développement c/ Épx Labarre (*Liquidation judiciaire*)..... **alerte 211 (n° 15 – 3 oct.)**

Cass. com., **12 juill. 2016**, n° 14-23.668, F-PB, M. Renaud c/ M. Pernaud-Orliac, ès qua. et a. : JurisData n° 2016-013670 (*Créances postérieures*)..... **alerte 219 (n° 16 – 17 oct.)**

Cass. soc., **12 juill. 2016**, n° 15-16.087, F-D, AGS et a. c/ M^{me} Patricia Philippot et a. (*Salariés*)..... **alerte 223 (n° 16 – 17 oct.)**

Cass. com., **12 juill. 2016**, n° 14-23.402, F-D, M. Azzam c/ M. Bissieux, ès qual. : JurisData n° 2016-013921 (*Sanctions civiles*)..... **alerte 224 (n° 16 – 17 oct.)**

Cass. com., **12 juill. 2016**, n° 14-29.429, F-PB, SCI Les Salins c/ Sté MDP, ès qual. et a. : JurisData n° 2016-013693 (*Compétence dérivée*)..... **alerte 226 (n° 16 – 17 oct.)**

Cass. 1^{re} civ., **13 juill. 2016**, n° 15-19.389, F-P+B : JurisData n° 2016-013774 (*Compétence*)..... **alerte 256 (n° 18 – 17 nov.)**

Août

T. com. Valenciennes, **22 août 2016**, n° 2016/004372 (*Organes - Désignation*)..... **alerte 214 (n° 16 – 17 oct.)**

Septembre

Cass. com., **13 sept. 2016**, n° 10-20.346, F-D, M Martin c/ M. Dealere et la société Philippe Delaere (*Organes - Désignation*)..... **alerte 215 (n° 16 – 17 oct.)**

Cass. com., **13 sept. 2016**, n° 15-11.174, FS-P+B+R+I, Sté Villa, ès qual. c/ M. Couche et a. (*Désignation d'un technicien*)..... **alerte 216 (n° 16 – 17 oct.)**

Cass. com., **13 sept. 2016**, n° 14-20.510, F-D, M. et M^{me} Leclère c/ M. A.-P. Schmid (*Date de naissance des créances*)..... **alerte 217 (n° 16 – 17 oct.)**

Cass. com., **13 sept. 2016**, n° 15-11.321, CRCAM Provence Côte d'Azur c/ Sté les Mareyeurs du Sud-est et a. (*Relevé de forclusion*)..... **alerte 218 (n° 16 – 17 oct.)**

Cass. com., **13 sept. 2016**, n° 14-10.927, F-D, M^{me} Kerbachi c/ Proc. Rép. TGI Pontoise et Proc.gén. Cour d'appel de Versailles (*Requête du ministère public*)... **alerte 227 (n° 16 – 17 oct.)**

Cass. com., **13 sept. 2016**, n° 14-10.927, F-D, M^{me} Kerbachi c/ Proc. Rép. TGI Pontoise et Proc. gén. Cour d'appel de Versailles (*Requête du ministère public*)... **alerte 228 (n° 16 – 17 oct.)**

Cass. com., **13 sept. 2016**, n° 14-28.304, Sté Diesbecq-Zolotarenko, ès qual. liquidateur de l'entreprise électrique CGL c/ Sté BPI France financement (*Voies de recours*)... **alerte 230 (n° 16 – 17 oct.)**

Cass. com., **13 sept. 2016**, n° 14-25.621, Sté Gauthier-Sohm, ès qual. de liquidateur de M Pichon et M^{me} Parisot c/ M. Pichon et Sté Brouard-Daude, ès qual. de mandataire ad hoc de la société Tim immo (*Voies de recours*)..... **alerte 231 (n° 16 – 17 oct.)**

Cass. com., **13 sept. 2016**, n° 15-22.836, Sté Béci et a. c/ M^{me} Defrance et a. (*Voies de recours*)..... **alerte 232 (n° 16 – 17 oct.)**

Cass. com., **20 sept. 2016**, n° 15-12.724, F-D, société Hypromat France c/ société Sud lavage et a. (*Créances postérieures*)..... **alerte 237 (n° 17 – 2 nov.)**

Cass. soc., **21 sept. 2016**, n° 15-10.310, FS-P+B, G. Pellegrini ès qual. c/ G. Ardil et a. : JurisData n° 2016-018960 (*Salariés*)..... **alerte 241 (n° 17 – 2 nov.)**

Cass. soc., **21 sept. 2016**, n° 15-17.658, FS-P+B : JurisData n° 2016-018964 (*Alerte - Comité d'entreprise*)... **alerte 248 (n° 18 – 17 nov.)**

Cass. com., **27 sept. 2016**, n° 14-29.278, F-P, SCI BJ 90 c/ M. Benoit, ès qual. et a. (*Confusion des patrimoines*)..... **alerte 213 (n° 16 – 17 oct.)**

Cass. com., **27 sept. 2016**, n° 15-10.393, FS-P+B, J.-P. Funel ès qual. c/ société La Vallée des oliviers (*Créances antérieures - Compensation*)..... **alerte 234 (n° 17 – 2 nov.)**

Cass. com., **27 sept. 2016**, n° 14-24.107, F-D, société Fonderies Collignon c/ A. Gaucher et a. (*Créances antérieures - Interruption d'instance*)..... **alerte 235 (n° 17 – 2 nov.)**

Cass. com., **27 sept. 2016**, n° 14-18.998 et 14-21.231, FS-P+B, Société générale c/ C. Druz et a. (*Créances antérieures - Admission des créances*)..... **alerte 236 (n° 17 – 2 nov.)**

Cass. com., **27 sept. 2016**, n° 14-22.644, F-D, H. Dechrist ès qual. c/ J.-P. Oltra et a. (*Dessaisissement du débiteur - Résiliation d'un bail*)..... **alerte 238 (n° 17 – 2 nov.)**

Cass. com., **27 sept. 2016**, n° 15-10.421, F-P+B, société Natixis c/ C. Mandon ès qual. (*Nullités de la période suspecte*)..... **alerte 240 (n° 17 – 2 nov.)**

Cass. com., **27 sept. 2016**, n° 14-22.372, F-P+B, B. Brunet-Beaumont ès qual. c/ E. Tronconi (*Réalisation d'actif*)..... **alerte 242 (n° 17 – 2 nov.)**

Cass. com., **27 sept. 2016**, n° 14-13.926 et 14-50.034, F-D, M. Humbertclaude c/ P. Leblay ès qual. et a. (*Dirigeants - Responsabilité pour insuffisance d'actif*)..... **alerte 243 (n° 17 – 2 nov.)**

Cass. com., **27 sept. 2016**, n° 14-24.993, F-D (*Responsabilité de l'administrateur - Revendications*)..... **alerte 245 (n° 17 – 2 nov.)**

Cass. com., **27 sept. 2016**, n° 15-13.348, F-P+B : JurisData n° 2016-019549 (*Associé en nom*)..... **alerte 254 (n° 18 – 17 nov.)**

Cass. com., **27 sept. 2016**, n° 14-21.964, F-P+B, M. Moussaoui c/ M. Aussel, ès qual. et a. : JurisData n° 2016-019558 (*Compétence*)..... **alerte 255 (n° 18 – 17 nov.)**

Cass. com., **27 sept. 2016**, n° 14-25.893, F-D, J.-R. Martin ès qual. et a. c/ M.-L. Gastaud ès qual. : JurisData n° 2016-019576 (*Voies de recours*)..... **alerte 258 (n° 18 – 17 nov.)**

Cons. const., **29 sept. 2016**, n° 2016-570, QPC (*Dirigeants - Faillitepersonnelle - Banqueroute*)..... **alerte 244 (n° 17 – 2 nov.)**

Cons. const., **29 sept. 2016**, n° 2016-573, QPC (*Dirigeants - Faillitepersonnelle - Banqueroute*)..... **alerte 244 (n° 17 – 2 nov.)**

Cons. const., **29 sept. 2016**, n° 2016-573 QPC : JurisData n° 2016-020680 (*Sanctions professionnelles*)..... **alerte 277 (n° 19 – 1^{er} déc.)**

Cass. 3^e civ., **29 sept. 2016**, n° 14-29.143, F-D, Sté Le Colysée et a. c/ M. Boissy et a. (*Administration de l'entreprise*)..... **alerte 250 (n° 18 – 17 nov.)**

Octobre

Cass. com., **11 oct. 2016**, n° 14-20.581, F-D, M. Martin, ès qual. c/ M^{me} Bayard (*Créances postérieures*)... **alerte 251 (n° 18 – 17 nov.)**

Cass. com., **11 oct. 2016**, n° 14-29.360, F-D, M. Le Bachelet c/ M. Provin et a. (*Sort du dirigeant associé*)... **alerte 253 (n° 18 – 17 nov.)**

Table chronologique de jurisprudence

Cass. com., **11 oct. 2016**, n° 14-28.889, F-P+B+R+I, Sté Ludovic c/ Sté Caisse de crédit mutuel de Voiron et a. : JurisData n° 2016-021003 (*Voies de recours*) **alerte 257** (n° 18 – 17 nov.)

Cass. com., **11 oct. 2016**, n° 14-22.796, F-P+B, M. Lungrun c/ Sté Mars ès qual. : JurisData n° 2016-021108 (*Voies de recours*) **alerte 259** (n° 18 – 17 nov.)

Cass. com., **11 oct. 2016**, n° 14-28.889, FS-P+B+I, SCI Ludovic c/ Caisse de crédit mutuel de Voiron et a. (*Voies de recours - Appel d'un jugement*) **alerte 295** (n° 20 – 14 déc.)

Cass. 2° civ., **13 oct. 2016**, n° 15-24.301, F-P+B, V. c/ Sté Crédit mutuel Sud-Est et a. : JurisData n° 2016-021140 (*Débiteurs visés*) **alerte 247** (n° 18 – 17 nov.)

Cass. 3° civ., **13 oct. 2016**, n° 15-11.128, F-D, M. Vignet c/ M^{me} Amzallag et a. (*Nullités de la période suspecte*) **alerte 252** (n° 18 – 17 nov.)

Novembre

Cass. com., **2 nov. 2016**, n° 15-13.006, F-D, Société Altitude 4000 et a. c/ Société Luc Gomis et a. : JurisData n° 2016-022989 (*Confusion des patrimoines*) **alerte 279** (n° 20 – 14 déc.)

Cass. com., **2 nov. 2016**, n° 15-10.727, F-D, Société Pram Invest c/ Société Actis, ès qual. (*Confusion des patrimoines*) **alerte 280** (n° 20 – 14 déc.)

Cass. com., **2 nov. 2016**, n° 14-24.540, F-D, D. c/ Société MMA Vie (*Date de naissance de la créance*) **alerte 281** (n° 20 – 14 déc.)

Cass. com., **2 nov. 2016**, n° 15-13.273, F-D, Société Marignan résidences c/ Société Actis, ès qual. (*Admission des créances - Créances contestées*) **alerte 283** (n° 20 – 14 déc.)

Cass. com., **2 nov. 2016**, n° 15-10.317, F-D, M. Chatel-Louroz, ès qual. et a. c/ Sté Bpifrance financement (*Admission des créances - Créances contestées*) **alerte 284** (n° 20 – 14 déc.)

Cass. com., **2 nov. 2016**, n° 14-29.513, F-D, M^{me} Gautier épouse Carlos et a. c/ M^{me} Dumoulin, ès qual. et a. (*Admission des créances - Créances contestées*) **alerte 285** (n° 20 – 14 déc.)

Cass. com., **2 nov. 2016**, n° 14-25.378, F-D, M^{me} Raffoni, ès qual. c/ Société Crédit suisse (*Arrêt des voies d'exécution*) **alerte 286** (n° 20 – 14 déc.)

Cass. com., **2 nov. 2016**, n° 14-29.541, F-D, Société Bordeaux Magnum c/ Société Philipponnat - Les Domaines associés (*Contrat en cours*) **alerte 287** (n° 20 – 14 déc.)

Cass. com., **2 nov. 2016**, n° 15-13.324, F-D, M. Miroite et a. c/ M. Boulinguez (*Contrat en cours*) **alerte 288** (n° 20 – 14 déc.)

Cass. com., **2 nov. 2016**, n° 14-18.898, F-P+B, M. Wattlelot c/ Société Euridis (*Vendeur de biens meubles*) **alerte 289** (n° 20 – 14 déc.)

Cass. com., **2 nov. 2016**, n° 14-28.723, FS-P+B, M. Bollo c/ Société BNP Paribas Guyanne : JurisData n° 2016-022887 (*Caution*) **alerte 290** (n° 20 – 14 déc.)

Cass. com., **2 nov. 2016**, n° 14-12.491, FS-P+B+I, M. Darras c/ Société Banque BCP (*Caution*) **alerte 291** (n° 20 – 14 déc.)

Cass. com., **2 nov. 2016**, n° 15-11.426, F-D, M. Vincent c/ M. Houssard et a. (*Responsabilité pour insuffisance d'actif*) **alerte 292** (n° 20 – 14 déc.)

Cass. com., **2 nov. 2016**, n° 15-10.015, F-D, K. c/ R. (*Responsabilité pour insuffisance d'actif*) **alerte 293** (n° 20 – 14 déc.)

Cass. com., **2 nov. 2016**, n° 15-12.165, F-D, N. c/ Société Etude Stéphanie Bienfait, ès qual. et a. (*Faillite personnelle*) **alerte 294** (n° 20 – 14 déc.)

Cass. com., **2 nov. 2016**, n° 14-29.292, F-P+B, Société Avuclu c/ B. Joliot ès qual. et a. : JurisData n° 2016-022740 (*Recevabilité de l'appel - Admission des créances*) **alerte 296** (n° 20 – 14 déc.)

Cass. com., **2 nov. 2016**, n° 14-25.536, F-P+B, M. Nugues et a. c/ Société coopérative agricole de céréales et d'approvisionnement de Tréteau (COOPACA) et a. (*Procédure d'appel - Vérification des créances*) **alerte 297** (n° 20 – 14 déc.)

2015

Décembre

D. n° 2015-1638, **10 déc. 2015** : JO 12 déc. 2015, p. 22977 (*Salariés - Licenciement économique*) **alerte 8 (n° 1 – 18 janv.)**

D. n° 2015-1637, **10 déc. 2015**, relatif au périmètre d'application des critères d'ordre des licenciements pour les entreprises soumises à l'obligation d'établir un plan de sauvegarde de l'emploi : JO 12 déc. 2015, texte n° 26 (*Licenciement économique*) **alerte 36 (n° 3 – 15 févr.)**

D. n° 2015-1811, **28 déc. 2015**, relatif à l'information des salariés en cas de vente de leur entreprise : JO 30 déc. 2015, texte n° 138 (*Reprise d'entreprise*) **alerte 37 (n° 3 – 15 févr.)**

2016

Janvier

D. n° 2016-2, **4 janv. 2016**, relatif à l'information triennale des salariés prévue par l'article 18 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire : JO 5 janv. 2016, texte n° 26 (*Reprise d'entreprise*) **alerte 37 (n° 3 – 15 févr.)**

Ord. n° 2016-57, **29 janv. 2016**, modifiant l'article L. 742-1 du Code de commerce relatif aux conditions d'accès à la profession de greffier de tribunal de commerce et rapport au Président de la République : JO 30 janv. 2016, textes 20 et 21 (*Greffes des tribunaux de commerce*) **alerte 46 (n° 4 – 4 mars)**

Ord. n° 2016-56, **29 janv. 2016**, relative au gage des stocks et rapport au Président de la République : JO 30 janv. 2016, texte 18 et 19 (*Gage sur stocks*) **alerte 51 (n° 4 – 4 mars)**

Février

Ord. n° 2016-131, **10 févr. 2016** : JO 11 févr. 2016, texte n° 25 (*Réforme du droit des contrats - Incidences*) **alerte 60 (n° 5 – 14 mars)**

D. n° 2016-217, **26 févr. 2016**, fixant la liste et le ressort des tribunaux de commerce spécialisés : JO 28 févr. 2016 (*Compétence*) **alerte 68 (n° 5 – 14 mars)**

A., **26 févr. 2016**, fixant les tarifs réglementés des huissiers de justice : JO 28 févr. 2016, texte n° 38 (*Organes*) **alerte 71 (n° 6 – 1^{er} avr.)**

D. n° 2016-230, **26 févr. 2016**, relatif aux tarifs de certains professionnels du droit et au fonds interprofessionnel de l'accès au droit et à la justice : JO 28 févr. 2016, texte n° 35 (*Organes*) **alerte 71 (n° 6 – 1^{er} avr.)**

A., **26 févr. 2016**, fixant les tarifs réglementés des greffiers des tribunaux de commerce : JO 28 févr. 2016, texte n° 40 (*Organes*) **alerte 71 (n° 6 – 1^{er} avr.)**

Mars

D. n° 2016-296, **11 mars 2016**, relatif à la simplification de formalités en matière de droit commercial : JO 13 mars 2016, texte n° 29 (*Législation*) **alerte 87 (n° 7 – 11 avr.)**

Ord. n° 2016-301, **14 mars 2016**, et rapport au Président de la République : JO 16 mars 2016, textes 28 et 29 (*Législation*) **alerte 83 (n° 7 – 11 avr.)**

Ord. n° 2016-394, **31 mars 2016**, relative aux sociétés constituées pour l'exercice en commun de plusieurs professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé : JO 1^{er} avr. 2016, texte n° 51 (*Administrateurs et mandataires judiciaires*) **alerte 98 (n° 8 – 2 mai)**

Avril

D. n° 2016-400, **1^{er} avr. 2016**, relatif aux administrateurs judiciaires et aux mandataires judiciaires : JO 3 avr. 2016, texte n° 13 (*Profession*) **alerte 97 (n° 8 – 2 mai)**

D. n° 2016-453, **12 avr. 2016** : JO 14 avr. 2016 (*Salariés*) **alerte 122 (n° 9 – 24 mai)**

D. n° 2016-514, **26 avr. 2016**, relatif à l'organisation judiciaire, aux modes alternatifs de résolution des litiges et à la déontologie des juges consulaires : JO 28 avr. 2016, texte n° 17 (*Responsabilité des tiers*) **alerte 127 (n° 9 – 24 mai)**

Mai

D. n° 2016-660, **20 mai 2016**, relatif à la justice prud'homale et au traitement judiciaire du contentieux du travail : JO 25 mai 2016, texte n° 30 (*Salariés - Procédure prud'homale*) **alerte 150 (n° 11 – 20 juin)**

A., **28 mai 2016**, fixant les tarifs réglementés applicables aux administrateurs judiciaires, commissaires à l'exécution du plan, mandataires judiciaires et aux liquidateurs : JO 29 mai 2016, texte n° 27 (*Organes - Mandataires de justice*) **alerte 147 (n° 11 – 20 juin)**

Juin

D. n° 2016-884, **29 juin 2016**, relatif à la partie réglementaire du Code de la consommation : JO 30 juin 2016 (*Code de la consommation*) **alerte 177 (n° 13 – 27 juill.)**

Juillet

D. n° 2016-902, **1^{er} juill. 2016**, relatif à l'exercice sous forme de société ou d'autre entité dotée de la personnalité morale de la profession d'administrateur judiciaire ou de mandataire judiciaire : JO 2 juill. 2016, texte n° 32 (*Administrateurs et mandataires judiciaires*) **alerte 183 (n° 13 – 27 juill.)**

Août

L. n° 2016-1088, **8 août 2016**, relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, art. 22 : JO 9 août 2016 (*Prévention*) **alerte 205 (n° 15 – 3 oct.)**

L. n° 2016-1088, **8 août 2016**, relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, art. 67 : JO 9 août 2016 (*Salariés*) **alerte 207 (n° 15 – 3 oct.)**

L. n° 2016-1088, **8 août 2016**, relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, art. 94 : JO 9 août 2016, art. 94 (*Plan de sauvegarde de l'emploi*) **alerte 208 (n° 15 – 3 oct.)**

L. n° 2016-1088, **8 août 2016**, relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, art. 17 : JO 9 août 2016 (*Plan de cession*) **alerte 210 (n° 15 – 3 oct.)**

Novembre

L. n° 2016-1547, **18 nov. 2016**, de modernisation de la justice du XXI^e siècle : JO 19 nov. 2016 (*Justice du XXI^e siècle*) **alerte 261 (n° 19 – 1^{er} déc.)**

L. n° 2016-1547, **18 nov. 2016**, de modernisation de la justice du XXI^e siècle, art. 99, XI : JO 19 nov. 2016 (*Agriculteur*) **alerte 262 (n° 19 – 1^{er} déc.)**

L. n° 2016-1547, **18 nov. 2016**, de modernisation de la justice du XXI^e siècle, art. 94 et 95 : JO 19 nov. 2016 (*Tribunal de commerce*) **alerte 263 (n° 19 – 1^{er} déc.)**

L. n° 2016-1547, **18 nov. 2016**, de modernisation de la justice du XXI^e siècle, art. 99, IV, 3^o : JO 19 nov. 2016 (*Organes*) **alerte 264 (n° 19 – 1^{er} déc.)**

L. n° 2016-1547, **18 nov. 2016**, de modernisation de la justice du XXI^e siècle : JO 19 nov. 2016 (*Période d'observation*) **alerte 265 (n° 19 – 1^{er} déc.)**

L. n° 2016-1547, **18 nov. 2016**, de modernisation de la justice du XXI^e siècle, art. 99, X : JO 19 nov. 2016 (*Agriculteur*) **alerte 266 (n° 19 – 1^{er} déc.)**

L. n° 2016-1547, **18 nov. 2016**, de modernisation de la justice du XXI^e siècle, art. 99 et 100 : JO 19 nov. 2016 (*Traitement des entreprises en difficulté*) **alerte 267 (n° 19 – 1^{er} déc.)**

Table chronologique des textes

L. n° 2016-1547, 18 nov. 2016 , de modernisation de la justice du XXI ^e siècle, art. 99, VI, 2° : JO 19 nov. 2016 (Cession).....	alerte 268 (n° 19 – 1^{er} déc.)	L. n° 2016-1547, 18 nov. 2016 , de modernisation de la justice du XXI ^e siècle, art. 98 : JO 19 nov. 2016 (Mandataires de justice).....	alerte 273 (n° 19 – 1^{er} déc.)
L. n° 2016-1547, 18 nov. 2016 , de modernisation de la justice du XXI ^e siècle, art. 100 : JO 19 nov. 2016 (Réalisation de l'actif).....	alerte 269 (n° 19 – 1^{er} déc.)	L. n° 2016-1547, 18 nov. 2016 , de modernisation de la justice du XXI ^e siècle, art. 99, VIII, 2° : JO 19 nov. 2016 (Mandataires de justice).....	alerte 274 (n° 19 – 1^{er} déc.)
L. n° 2016-1547, 18 nov. 2016 , de modernisation de la justice du XXI ^e siècle, art. 99, VI, 3° : JO 19 nov. 2016 (Rétablissement professionnel).....	alerte 270 (n° 19 – 1^{er} déc.)	L. n° 2016-1547, 18 nov. 2016 , de modernisation de la justice du XXI ^e siècle, art. 99, VIII, 3° : JO 19 nov. 2016 (Mandataires de justice).....	alerte 275 (n° 19 – 1^{er} déc.)
L. n° 2016-1547, 18 nov. 2016 , de modernisation de la justice du XXI ^e siècle, art. 99, VII : JO 19 nov. 2016 (Sanctions professionnelles).....	alerte 271 (n° 19 – 1^{er} déc.)	L. n° 2016-1547, 18 nov. 2016 , de modernisation de la justice du XXI ^e siècle, art. 99, VIII, 1° : JO 19 nov. 2016 (Voies de recours).....	alerte 276 (n° 19 – 1^{er} déc.)
L. n° 2016-1547, 18 nov. 2016 , de modernisation de la justice du XXI ^e siècle, art. 97 : JO 19 nov. 2016 (Mandataires de justice).....	alerte 272 (n° 19 – 1^{er} déc.)		

© LexisNexis SA 2016

Cette œuvre est protégée par les dispositions du Code de la propriété intellectuelle, notamment par celles de ses dispositions relatives à la propriété littéraire et artistique et aux droits d'auteur. Ces droits sont la propriété exclusive de LexisNexis SA. Toute reproduction intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par LexisNexis SA ou ses ayants droit, est strictement interdite. LexisNexis SA se réserve notamment tous droits au titre de la reproduction par reprographie destinée à réaliser des copies de la présente œuvre sous quelque forme que ce soit aux fins de vente, de location, de publicité, de promotion ou de toute autre utilisation commerciale conformément aux dispositions de l'article L. 122-10 du Code de la propriété intellectuelle relatives à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie.

Avertissement de l'Éditeur : " Toute utilisation ou traitement automatisé, par des tiers, de données personnelles pouvant figurer dans cette revue sont formellement interdits "